



Communauté de communes
Côte de Penthièvre

Département des Côtes d'Armor (22)

Communauté de Commune Côte de Penthièvre

Rapport définitif

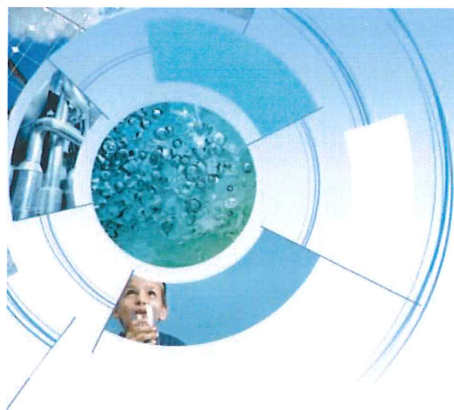
Zonage d'assainissement des eaux usées
de la commune de Pléneuf-Val-André



IRH Ingénieur Conseil
14-30 rue Alexandre Bât. C
92635 Gennevilliers Cedex
Tél. : +33 (0)1 46 88 99 00
Fax : +33 (0)1 46 88 99 11

www.groupeirhenvironnement.com

Groupe IRH Environnement



FICHE SIGNALÉTIQUE

CLIENT

Raison sociale	Communauté de Communes Côte de Penthièvre
Coordonnées	Rue Christian de la Villéon 22 400 SAINT ALBAN
Contact	Kévin BOULOGNE 02 96 32 98 90

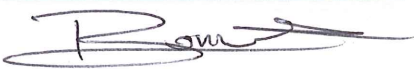

SITE D'INTERVENTION

Raison sociale	Commune de Pléneuf-Val-André
Coordonnées	31 Rue de l'Hôtel de Ville, BP 6 22 370 PLÉNEUF-VAL-ANDRÉ
Famille d'activité	Études Collectivités
Domaine	Eaux usées

DOCUMENT

Nature	Rapport définitif
Date de remise	06/01/2016
Nombre d'exemplaires remis	1
Nomenclature du document	Zonage d'assainissement des eaux usées
Responsable du projet	R. BONNET

N° devis/rapport	DCD15001EG
Révision	3

	Nom	Fonction	Date	Signature
Rédaction	R. BONNET	Chargé d'études	06/01/2016	
Vérification	C. DÉLÉAUD	Responsable Pôle Etudes	06/01/2016	

1	SITUATION ET CONTEXTE	7
1.1	Situation géographique	7
1.2	Milieu naturel	8
1.2.1	Zones protégées	8
1.2.2	Le réseau hydrographique.....	9
1.3	Topographie et Géologie	10
1.3.1	Topographie	10
1.3.2	Contextes géologique et hydrogéologique	11
1.4	Données climatiques	12
1.4.1	Températures et précipitations.....	12
1.4.2	Régime des vents.....	13
1.4.3	Marées.....	15
1.5	Qualité et usage des eaux	15
1.5.1	Directive Cadre sur l'eau	15
1.5.2	SDAGE Loire Bretagne	15
1.5.3	Préconisations du SAGE Baie de Saint-Brieuc	16
1.5.4	Conchyliculture.....	17
1.5.5	Baignades	18
1.6	Données socio-économiques	21
1.6.1	Population et logements	21
1.6.2	Variations inter saisonnières	23
1.6.3	Projets de développement	24
2	CADRE REGLEMENTAIRE.....	27
2.1	Obligations en matière de zonage.....	27
2.2	Zonage et PLU.....	27
2.3	Règlementation liée à l'ANC.....	28
2.3.1	Sols et parcelles	28
2.3.2	Prescriptions techniques	29
2.3.3	Risques de pollution	30

2.3.4	Mises en conformité.....	31
3	SITUATION ACTUELLE	32
3.1	Assainissement collectif	32
3.1.1	Principales caractéristiques.....	32
3.1.2	Le réseau de collecte	32
3.1.3	La station d'épuration	37
3.2	Etat des lieux de l'assainissement non collectif	39
3.3	Pédologie	42
3.4	Zonage actuel	42
3.4.1	Cartographie du zonage	42
3.4.2	Secteurs à urbaniser	47
4	ETUDE D'ACTUALISATION DU ZONAGE	48
4.1	Méthodologie et prézonage	48
4.2	Critère de l'analyse technico-économique.....	50
4.2.1	Base économique de l'assainissement collectif	50
4.2.2	Base économique de l'assainissement non collectif	52
4.2.3	Scenarii d'évolution.....	53
4.2.4	Critère de sélection de l'assainissement	54
4.3	Analyse comparative	54
4.3.1	Secteur 1 : La Ville Pierre – Le Pré Mancel	54
4.3.2	Secteur 2 : La Heuriade.....	57
4.3.3	Secteur 3 : La Croix des Landes	59
4.3.4	Secteur 4 : La Ville Nihon – Le Chesnay	62
4.3.5	Secteur 5 : Le Chêne Vert – La Caderie – Le Vau Madeuc – Le Vau Belay	64
5	PROPOSITION DE ZONAGE ET CARTOGRAPHIE.....	69
6	IMPACT DU ZONAGE SUR LE SYSTEME D'ASSAINISSEMENT.....	71
7	INCIDENCES DU ZONAGE	71
7.1	Incidence sur le prix de l'eau	71
7.1.1	Mode de calcul du prix de l'assainissement.....	71



Sommaire

7.1.2	Evolution du prix de l'assainissement	71
7.2	Organisation du service	72



Préambule

Une première étude de zonage d'assainissement de la ville de Pléneuf-Val-André a été réalisée en mai 1999 par le bureau d'études SETUR.

Aujourd'hui, la Communauté de Communes Côte de Penthièvre, disposant de la compétence, souhaite mettre à jour les préconisations de l'étude de zonage précédente, conjointement à la révision du PLU afin de prendre en compte ce nouveau P.L.U. et d'intégrer les nouveaux secteurs urbanisables qui y sont définis.

Ce dossier d'enquête publique comprend :

- le diagnostic de l'état actuel de l'assainissement collectif et autonome, afin d'établir un état des lieux de l'assainissement de la ville,
- les propositions pour la mise à jour du zonage d'assainissement, sur la base d'une approche technico-économique pour chaque secteur étudié,
- les incidences du zonage.

L'étude porte sur l'ensemble des zones urbanisées de la ville de Pléneuf-Val-André, ainsi que sur des zones destinées à l'urbanisation, non desservies actuellement par le réseau collectif de la commune.

Ce rapport présente les différentes solutions en définissant les zones d'assainissement collectif et les zones d'assainissement autonome.

1 Situation et contexte

1.1 Situation géographique

La commune de Pléneuf-Val-André se situe dans le département des Côtes d'Armor, en bordure de La Manche. Le territoire communal est délimité par :

- La commune de Planguénoual, au sud-ouest,
- La commune de Saint-Alban, au Sud,
- La commune d'Erquy, à l'Est,
- La Manche, au Nord et à l'Ouest.

Le bourg occupe la partie Nord de la commune en bord de mer, la partie sud et sud-est, plus rurale regroupe de nombreux hameaux.



Figure 1 : Situation géographique de la commune de Pléneuf-Val-André – Source : Géoportail

1.2 Milieu naturel

1.2.1 Zones protégées

La liste suivante présente le patrimoine naturel recensé sur et à proximité de la commune de Pléneuf-Val-André :

- ZNIEFF de type 1
 - Pointe de Pléneuf (00000449), d'une superficie de 16,3 ha,
 - Ville Berneuf en Saint Pabu (00000435), d'une superficie de 10,8 ha,
- Natura 2000 selon la directive Oiseaux
 - Baie de Saint-Brieuc (FR5310050), d'une superficie de 13 487 ha,
- Natura 2000 selon la directive Habitats
 - Baie de Saint-Brieuc (FR5310050), d'une superficie de 13 487 ha.
- Réserve nationale de chasse maritime
 - Le Verdelet, d'une superficie de 1 131 ha.

La carte suivante localise ces différentes zones.

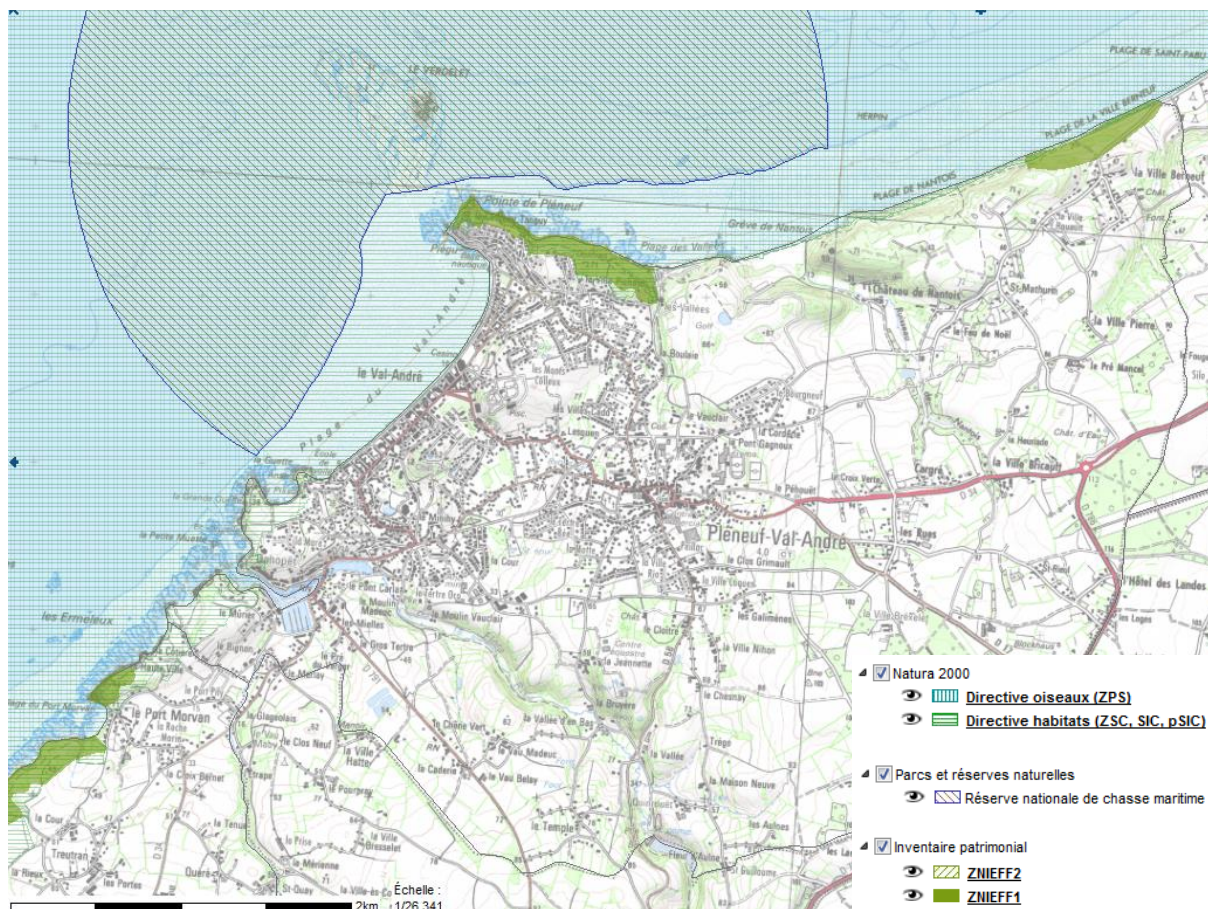


Figure 2 : Zones protégées de la commune de Pléneuf-Val-André – Source : Agence de l'Eau Loire Bretagne

1.2.2 Le réseau hydrographique

La commune de Pléneuf-Val-André est découpée en plusieurs bassins versants, dont les exutoires sont répartis sur la côte nord de la commune.

La commune de Pléneuf-Val-André est traversée par trois cours d'eau :

- Le ruisseau de la Ville Berneuf,
- Le ruisseau Le Nantois,
- La rivière La Flora.

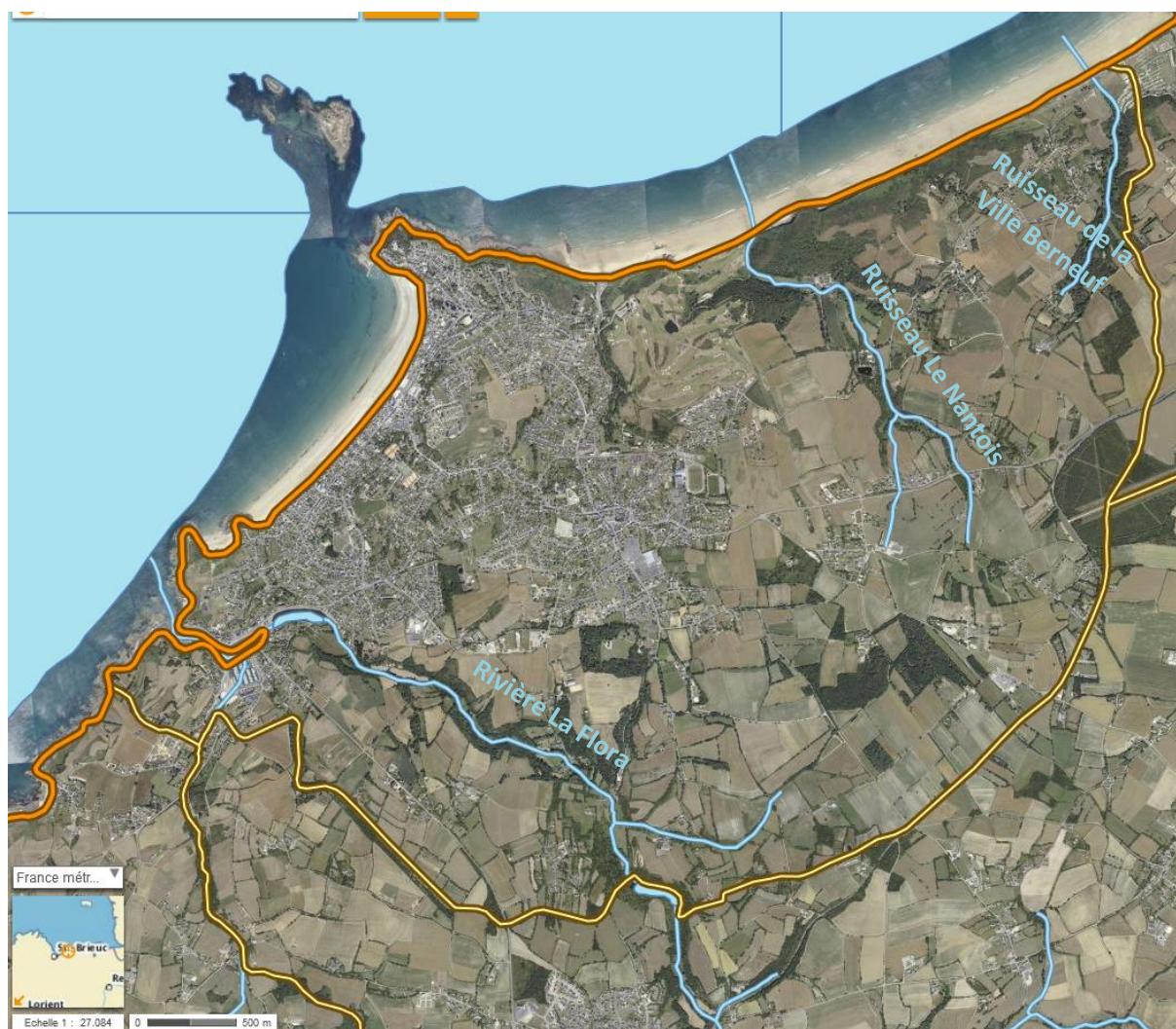


Figure 3 : Cours d'eau de la commune de Pléneuf-Val-André – Source : Géoportail

La partie Sud-Ouest de la commune de Pléneuf-Val-André est drainée par la rivière Flora, qui se jette dans la Baie de Saint-Brieuc au niveau du port du Dahouët.

La partie Nord est drainée par les ruisseaux de Nantois et de la Ville Berneuf se jetant également dans la Baie de Saint-Brieuc.

1.3 Topographie et Géologie

1.3.1 Topographie

La commune de Pléneuf-Val-André est une commune littorale bordée par 6 km de côte, couvrant une superficie de 1 707 ha. La partie Ouest de la commune présente un relief peu marqué et s'achève par des étendues de sable face à la Baie de Saint-Brieuc. Le relief Sud-Est est plus vallonné, notamment au niveau des versants de la rivière La Flora où l'on rencontre des pentes assez fortes. Le point culminant de la commune se situe au lieu-dit « La Croix des Landes » à 116 m NGF.

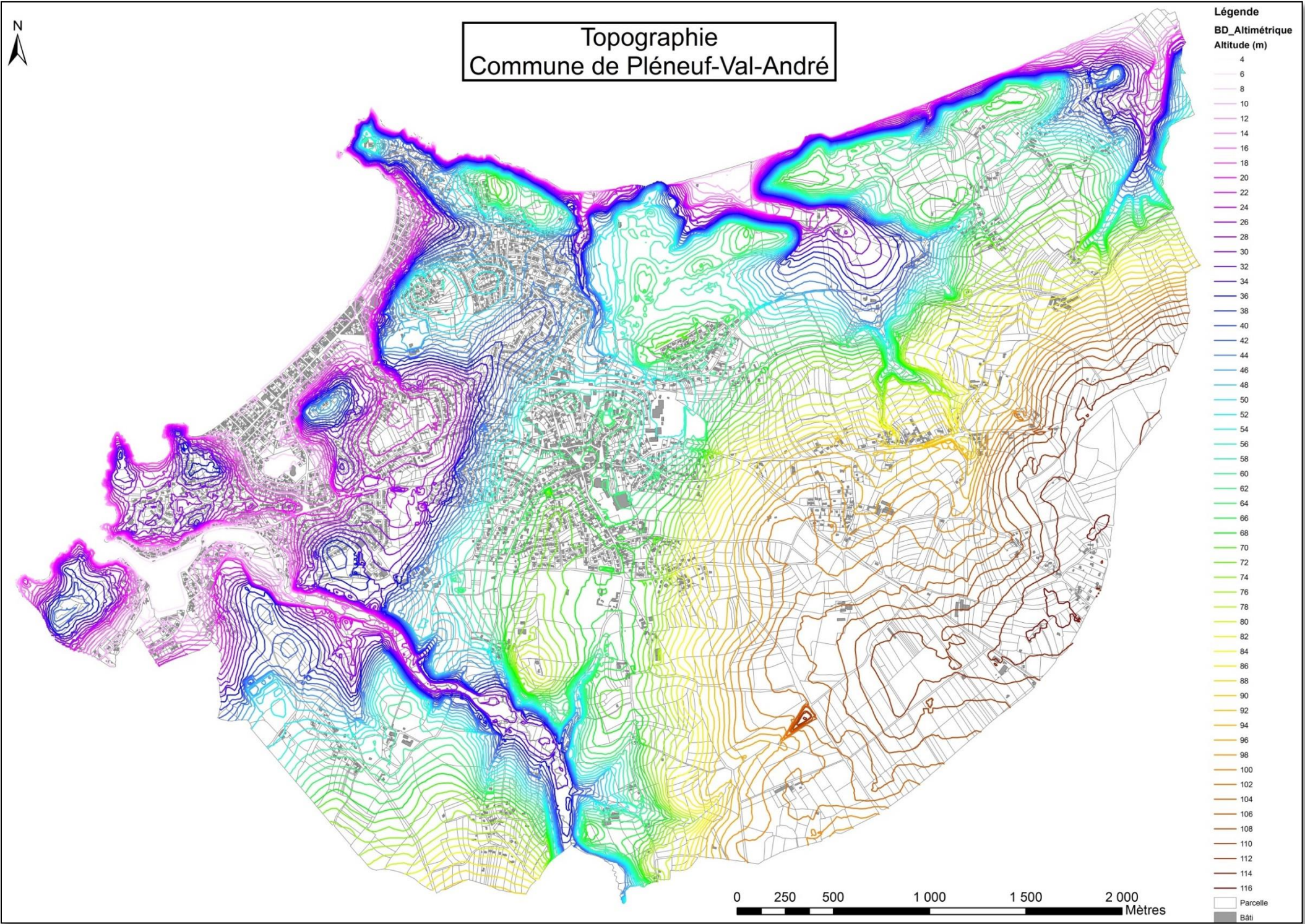


Figure 4 : Topographie de la commune de Pléneuf-Val-André

1.3.2 Contextes géologique et hydrogéologique



Échelle 1 / 80 000 n° 59 du BRGM

- 

Figure 5 : Carte géologique – Commune de Pléneuf-Val-André – Source : Zonage SETUR



La commune de Pléneuf-Val-André repose dans sa majeure partie sur un sous-sol gneissique.

Une bande qui s'enfonce d'Ouest en Est, à partir de la plage du Val-André, est constituée de grès, d'arkoses et de schistes par-dessus laquelle s'est superposé un dépôt limoneux d'origine éolienne.

La pointe rocheuse est constituée de microdiorite de Verdelet, qui est une roche magmatique plutonique à structure microgrenue, à plagioclase et hornblende finement enchevêtrée, en filon et en faciès de bordure des massifs dioritiques.

La partie Sud-Ouest est, quant à elle, composée d'amphibolite et de gneiss diorites.

L'amphibolite est une roche à amphiboles et plagioclases à clivage médiocre et texture assez massive, vert sombre, essentiellement constituée de cristaux d'amphiboles plus ou moins ordonnées, peu ou pas de quartz, feldspaths toujours présents mais plus ou moins abondants.

Le gneiss diorite est une roche métamorphique à grain moyen ou grossier à foliation souvent nette caractérisées par des lités généralement de teinte sombre, riches en minéraux ferromagnésiens, alternant avec des lits de feldspaths et sans quartz.

L'altération de cette roche donne dans la plupart des cas un sol argileux peu perméable.

1.4 Données climatologiques

1.4.1 Températures et précipitations

Le climat des Côtes d'Armor est de type « tempéré océanique ». La forte influence maritime modère les variations saisonnières, tant du point de vue des précipitations que des températures.

La moyenne mensuelle des températures, ainsi que la hauteur mensuelle des précipitations mesurées à la station météorologique de Saint-Brieuc témoignent d'un climat tempéré océanique.

Les précipitations observées sont beaucoup moins importantes que celles relevées dans les terres. La hauteur moyenne cumulée des précipitations sur la station Météo France de Saint-Brieuc est de 737.3 mm (1985-2000).

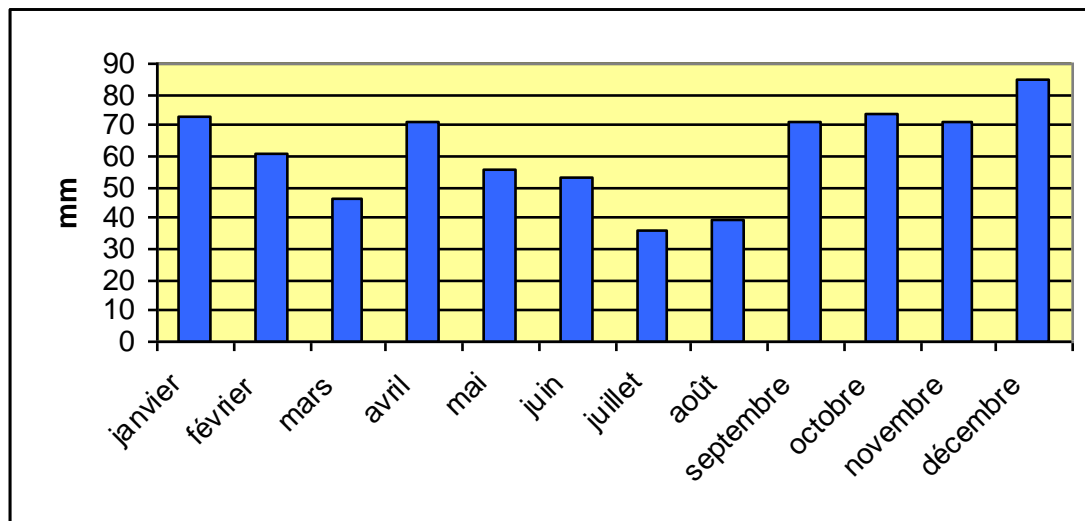


Figure 6 : Hauteur moyenne mensuelle de précipitations (Station météo-France de Saint-Brieuc 1985-2000)

Le mois le plus sec est juillet avec 36.1 mm de précipitations contre 84.5 mm pour décembre, le mois le plus humide.

Les épisodes pluvieux intenses sont assez rares durant la saison estivale. Les précipitations journalières supérieures à 10 mm ont une fréquence moyenne de 2.8 fois par saison balnéaire sur la période 1985-2000. Les précipitations journalières supérieures à 15 mm ont une occurrence moyenne de 3 fois par saison balnéaire sur la période 2006-2010.

Les températures sont relativement douces en hiver et assez chaudes en été, elles sont marquées par un écart saisonnier de l'ordre de 10°C. Ainsi la température moyenne sur l'année est de 11°C avec 6.5°C de température moyenne en hiver et 16.5°C en été.

1.4.2 Régime des vents

Les vents des secteurs sud-sud-ouest à nord-nord-ouest prédominent à l'échelle annuelle. Entre la fin de l'hiver et le printemps, les vents de secteurs nord-est ou sud deviennent prépondérants.

Le graphique ci-dessous présente la direction du vent en degrés pour les années 1986 à 2006 (Données tri horaires de vent, mesurées à la station Météo-France de Saint-Brieuc). On remarque une grande prédominance des vents de secteur ouest-sud-ouest (200 à 280 degrés). Ces vents alternent avec des vents de secteur nord-nord-est, qui sont néanmoins moins fréquents.

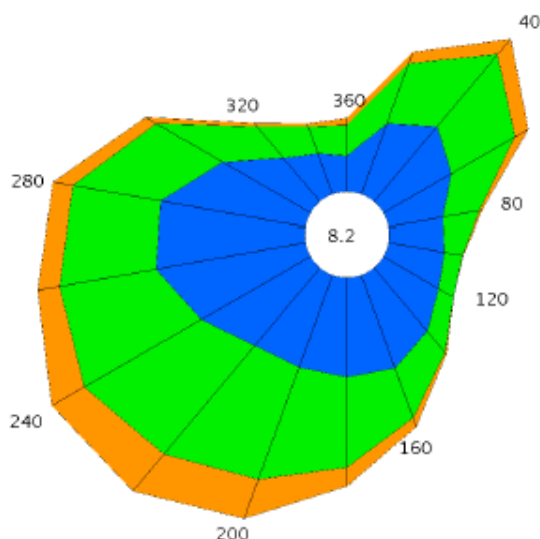
Fréquence des vents en fonction de leur provenance en %

Valeurs trihoraires entre 0h00 et 21h00, heure UTC

Tableau de répartition

Nombre de cas étudiés : 61360

Manquants : 0



Dir.	[1,5;4,5 [[4,5;8,0 [> 8,0 m/s	Total
20	2,2	1,9	0,4	4,5
40	2,9	2,8	0,6	6,3
60	2,3	2,2	0,4	5,0
80	1,6	1,1	0,1	2,8
100	1,7	0,6	+	2,3
120	1,9	0,5	+	2,4
140	2,5	0,8	+	3,3
160	2,9	1,6	0,3	4,8
180	3,0	2,7	0,6	6,2
200	2,9	3,6	1,2	7,7
220	3,0	4,2	1,4	8,7
240	3,8	4,0	1,1	8,9
260	4,5	2,9	0,7	8,1
280	4,4	2,7	0,6	7,6
300	3,0	2,3	0,4	5,7
320	1,7	1,2	0,1	3,1
340	1,3	0,9	+	2,2
360	1,1	0,9	0,2	2,2
Total	46,7	36,9	8,2	91,8
[0;1,5 [8,2

Groupes de vitesses (m/s)



Pourcentage par direction



Dir. : Direction d'où vient le vent en rose de 360° : 90° = Est, 180° = Sud, 270° = Ouest, 360° = Nord
le signe + indique une fréquence non nulle mais inférieure à 0.1%

Figure 7 : Direction (en degrés) et fréquences en % du temps du vent à Saint-Brieuc (Source - Météo France pour les saisons 1986 à 2006)

Le vent peut avoir une influence sur le déplacement des masses d'eau, en particulier en ce qui concerne la dispersion des rejets d'eau douce en mer. Ces eaux, moins denses que l'eau de mer ont en effet tendance à rester en surface, ce qui les rend particulièrement sensibles à l'action du vent.

1.4.3 Marées

L'onde de marée à Dahouët sur la commune de Pléneuf-Val-André entraîne les hauteurs d'eau suivantes :

	Hauteur d'eau
Niveau de plus haute mer astronomique (PHMA)	12,64 m
Niveau des pleines mers de vives-eaux (PMVE)	11,30 m
Niveau des pleines mers de mortes-eaux (PMME)	8,65 m
Niveau moyen (NM)	6,32 m
Niveau des basses mers de mortes-eaux (BMME)	4,0 m
Niveau des basses mers de vives-eaux (BMVE)	1,35 m
Niveau de plus basse mer astronomique (PBMA).	- 0,06 m

Figure 8 : Hauteurs d'eau lors des marées – Source : SHOM

1.5 Qualité et usage des eaux

15

1.5.1 Directive Cadre sur l'eau

Adoptée le 23 Octobre 2000 et publiée au Journal Officiel des Communautés Européennes le 22 Décembre 2000, la Directive-Cadre sur l'Eau (DCE) entend impulser une réelle politique européenne de l'eau, en posant le cadre d'une gestion et d'une protection des eaux par bassins hydrographiques (bassin Loire-Bretagne ici). Cette directive-cadre a été transposée en droit français le 21 avril 2004.

Elle fixe un objectif clair et ambitieux : le bon état des eaux souterraines, superficielles et côtières en Europe en 2015, date butoir pour obtenir l'objectif. Des dérogations sont admises et encadrées à condition de les justifier.

1.5.2 SDAGE Loire Bretagne

Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire Bretagne a été adopté fin 2009. Son objectif principal est d'atteindre le bon état écologique de 61 % des eaux de surface d'ici 2015. A plus long terme, le bon état de toutes les eaux est visé.

L'état d'une eau de surface (cours d'eau, plan d'eau, littoral et estuaire) se définit par son état écologique et son état chimique. Il faut que les deux soient au moins «bons» pour qu'elle puisse être déclarée en bon état. L'objectif de qualité de la rivière La Flora est le bon état en 2015.

1.5.3 Préconisations du SAGE Baie de Saint-Brieuc

L'arrêté de mise en application du SAGE de la Baie de Saint Brieuc a été signé par M. le Préfet des Côtes d'Armor le 30 janvier 2014.

Des engagements sont pris concernant l'ensemble des sujets :

- assainissement des collectivités et des particuliers,
- imperméabilisation des sols,
- qualité bactériologique des eaux littorales
- lutte contre les proliférations des algues vertes en mer mais également l'eutrophisation des rivières et plans d'eau
- lutte contre les inondations

Les dispositions :

- Mieux s'organiser sur le bassin,
- Améliorer et préserver la qualité des eaux : diminuer de 30 %, puis de 60 % à terme, les flux d'azote parvenant à la baie et alimentant les proliférations d'algues vertes, réduire l'eutrophisation des cours d'eau et plans d'eau en diminuant les flux de phosphore liés à l'assainissement ou l'érosion des sols, réduire la contamination des cours d'eau par les pesticide.
- Améliorer et préserver la qualité des milieux : aménager les obstacles à la remontée et à la dévalaison le long des cours d'eau, préserver, mieux gérer et reconquérir les fonctionnalités des zones humides du territoire, préserver les têtes de bassins versants, les secteurs de sources fragiles et leurs liens entre eux
- Satisfaire les besoins en eau potable,
- Satisfaire les usages du littoral : améliorer la qualité sanitaire des eaux pour préserver l'activité mytilicole et les sites de baignade,
- Lutter contre les inondations par l'aménagement des bassins, la lutte contre le ruissellement et la limitation de l'imperméabilisation des sols.

« QE-11 : Améliorer l'assainissement des eaux usées

La réduction des apports de phosphore suppose que les collectivités en charge de la compétence assainissement collectif engagent des actions pour améliorer l'assainissement de leurs eaux usées en termes de collecte, de transfert et de rejets. Elles doivent par ailleurs accompagner les propriétaires dans leurs démarches de mise en conformité des infrastructures d'assainissement non collectif. »

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Baie de Saint-Brieuc fixe les objectifs à atteindre sur le bassin versant pour ces deux paramètres :

- Nitrates : 50 mg/L
- Produits phytosanitaires : 0,1µg/L par molécule et 0,5 µg/L toutes molécules confondues

1.5.4 Conchyliculture

Sur le littoral communal, une zone conchyicole est répertoriée.

Cette zone n'est pas classée pour les coquillages de groupe 1 (gastéropodes, échinodermes et tuniciers), ni pour les coquillages du groupe 2 (bivalves fouisseurs). Elle est classée pour les coquillages du groupe 3 (bivalves non fouisseurs).

Le classement en B signifie que ce sont des zones dans lesquelles les coquillages peuvent être récoltés mais ne peuvent être mis sur le marché pour la consommation humaine qu'après avoir subi, pendant un temps suffisant, un traitement dans un centre de purification.

La pêche de loisir est possible sur ces zones, en respectant des conditions de consommation édictées par le ministère de la santé, comme la cuisson des coquillages.

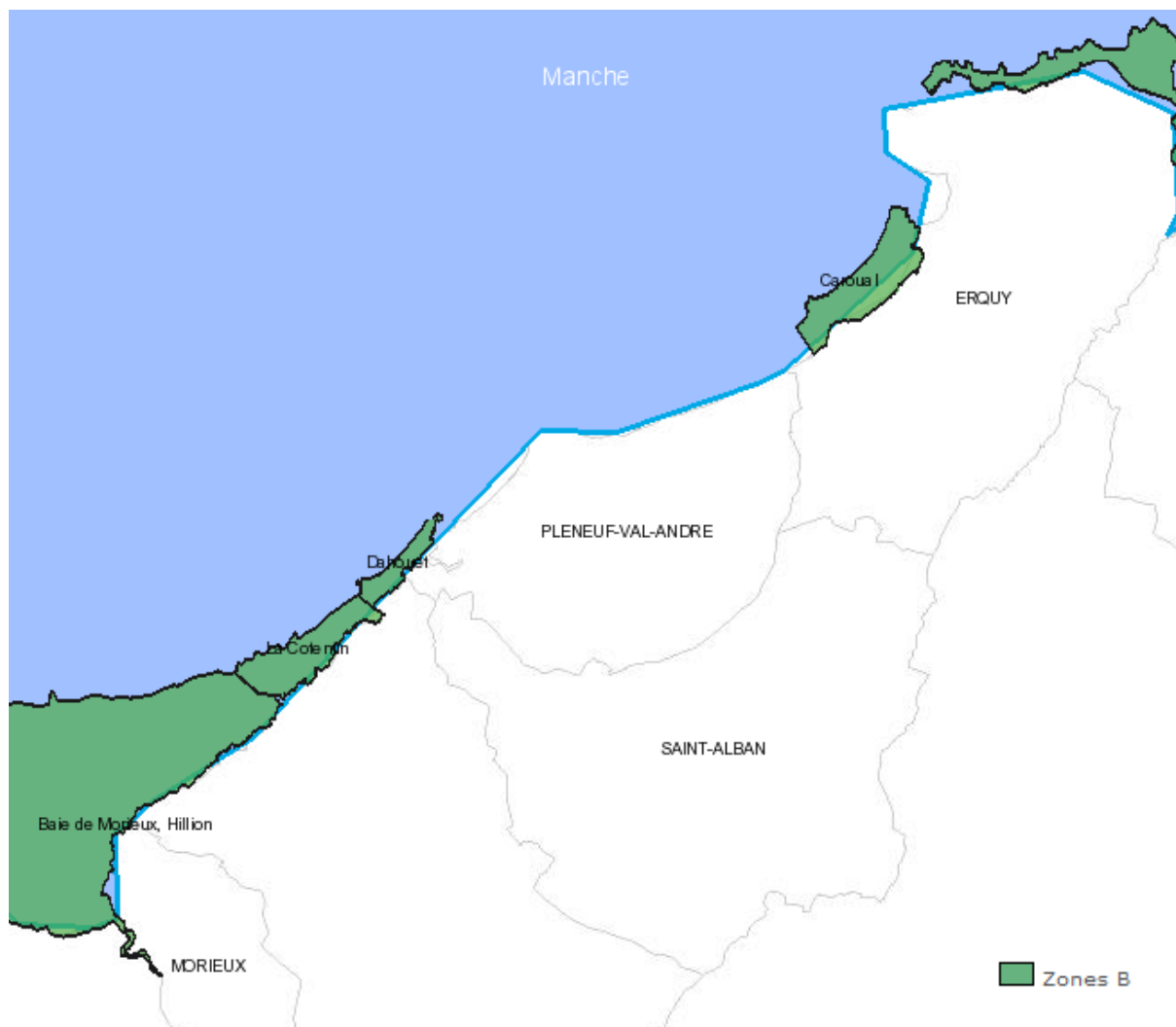


Figure 9 : Classement de la zone conchyicole de la commune de Pléneuf-Val-André

1.5.5 Baignades

Sur la commune de Pléneuf-Val-André, six plages font l'objet d'un suivi qualité par l'ARS :

- Plage « Le Pissot »,
- Plage « Casino Sud »,
- Plage « Val-André - Casino Rotonde »,
- Plage « Piégu »,
- Plage « Les Vallées »,
- Plage « Ville Berneuf ».

Ces différentes plages sont localisées sur la carte en page suivante.

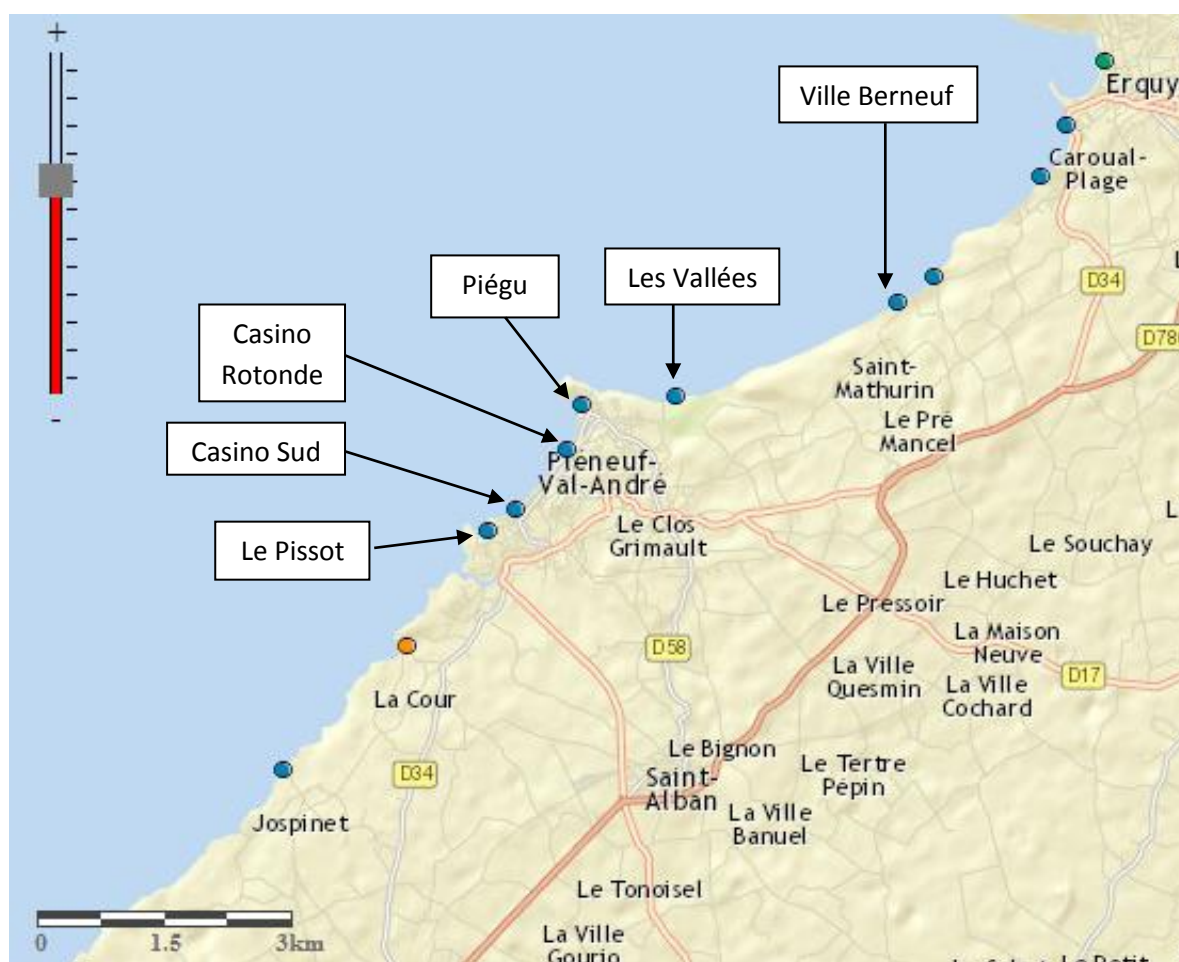


Figure 10 : Localisation des sites de baignade de la commune de Pléneuf-Val-André

Les classements ARS sont bons pour ces plages, qui ont toute été classées en qualité « Excellente » en 2014.

Depuis 2013, l'évaluation de la qualité des eaux de baignade est réalisée selon les prescriptions de la directive 2006/7/CE, alors que les années précédentes s'appliquait la directive 76/106/CEE.

Ces deux directives se basent sur les concentrations bactériennes pour déterminer la qualité sanitaire de l'eau de baignade. Les bactéries étudiées ne sont en général pas pathogènes mais sont indicatrices d'une contamination fécale de l'eau, associée à la présence potentielle de virus ou de bactéries pathogènes.

A l'issue de chaque saison balnéaire, les zones de baignades suivies par les ARS sont classées en fonction des résultats des analyses effectuées, mais également avec :

- Prise en compte des mesures des quatre dernières saisons;
- Classement basé sur les percentiles ;
- Seuil impératif pour les entérocoques intestinaux ;
- Avec de nouvelles classes de qualité des eaux de baignade apparaissent.

Directive 76/106/CEE	A (bonne)	B (moyenne)	C (momentanément polluée)	D (mauvaise)
Escherichia Coli	80% < 100 95% < 2000	95% < 2000	de 5% à 33% > 2000	plus de 33% > 2000
Entérocoques intestinaux	90% < 100			
Coliformes totaux	80% < 500 95% < 10000	95% < 10000	de 5% à 33% > 10000	plus de 33% > 10000

↓

Directive 2006/7/CE	Excellente	Bonne	Suffisante	Insuffisante
Escherichia Coli	percentile 95 <= 250	percentile 95 <= 500	percentile 90 <= 500	percentile 90 > 500
Entérocoques intestinaux	percentile 95 <= 100	percentile 95 <= 200	percentile 90 <= 185	percentile 90 > 185

Tableau 1 : Critères de classement des zones de baignade selon les directives 76/106/CEE et 2006/7/CE (en UFC/100mL)

Le récapitulatif de l'évolution des critères d'évaluation de la qualité des eaux de baignade selon les deux directives sont présentés ci-après.

La directive 2006/7/CE a mis en place un outil de gestion de la qualité sanitaire des eaux de baignade : le profil de baignade, comprenant :

- Une description des caractéristiques physiques, géographiques et hydrogéologiques des eaux de baignade et des autres eaux de surface du bassin versant des eaux de baignade concernées, qui pourraient être sources de pollution ;
- Une identification et une évaluation des sources de pollution qui pourraient affecter la qualité des eaux de baignade et altérer la santé des baigneurs ;

- Une évaluation du potentiel de prolifération des cyanobactéries ;
- Une évaluation du potentiel de prolifération des macroalgues et du phytoplancton ;
- Si l'évaluation des sources de pollution laisse apparaître un risque de pollution à court terme définie à l'article D. 1332-15, les informations suivantes :
 - La nature, la cause, la fréquence et la durée prévisibles de la pollution à court terme à laquelle on peut s'attendre ;
 - Les mesures de gestion prévues pour l'élimination des sources de pollution à court terme et leur calendrier de mise en œuvre ;
 - Les mesures de gestion qui seront prises durant la pollution à court terme et l'identité et les coordonnées des instances responsables de la mise en œuvre de ces mesures ;
- Si l'évaluation des sources de pollution laisse apparaître soit un risque de pollution par des cyanobactéries, des macroalgues, du phytoplancton ou des déchets, soit un risque de pollution entraînant une interdiction ou une décision de fermeture du site de baignade durant toute une saison balnéaire au moins, les informations suivantes :
 - Le détail de toutes les sources de pollution ;
 - Les mesures de gestion qui seront prises pour éviter, réduire et éliminer les sources de pollution et leur calendrier de mise en œuvre ;
- L'emplacement du ou des points de surveillance ;
- Les données pertinentes disponibles, obtenues lors des surveillances et des évaluations effectuées en application des dispositions de la présente section et du code de l'environnement.

Le tableau suivant détaille les classements de chacune des plages sur les quatre dernières années.

Site de baignade	2011	2012	2013	2014
Le Pissot	A	A	Excellent	Excellent
Casino Sud	A	B	Excellent	Excellent
Casino Rotonde	A	A	Excellent	Excellent
Piégu	A	B	Excellent	Excellent
Les Vallées	A	A	Bon	Excellent
Ville Berneuf	A	B	Excellent	Excellent

Tableau 2 : Qualité des eaux de baignade des plages de la commune de Pléneuf-Val-André

Par ailleurs, les profils de vulnérabilité ont été réalisés en 2013-2014 sur tout le territoire de la communauté de communes Côte de Penthièvre.

Pour les cinq des six plages, le dysfonctionnement d'installations d'assainissement non collectif à proximité des zones de baignades sont des sources de pollution. Les mesures de gestion consisteraient en la réhabilitation des installations ou la mise en place d'un réseau de collecte.

1.6 Données socio-économiques

1.6.1 Population et logements

La commune de Pléneuf-Val-André comptait 4 093 habitants lors du dernier recensement de l'INSEE en 2011 et un nombre habitant par logement (2 hab/log.).

Année	1968	1975	1982	1990	1999	2006	2011
Population	3651	3654	3591	3600	3680	3965	4093
Densité (hab/km ²)	213.9	214.1	210.4	210.9	215.6	232.3	239.8

Tableau 3 : Recensement de la population – Commune de Pléneuf-Val-André (Données INSEE)

21

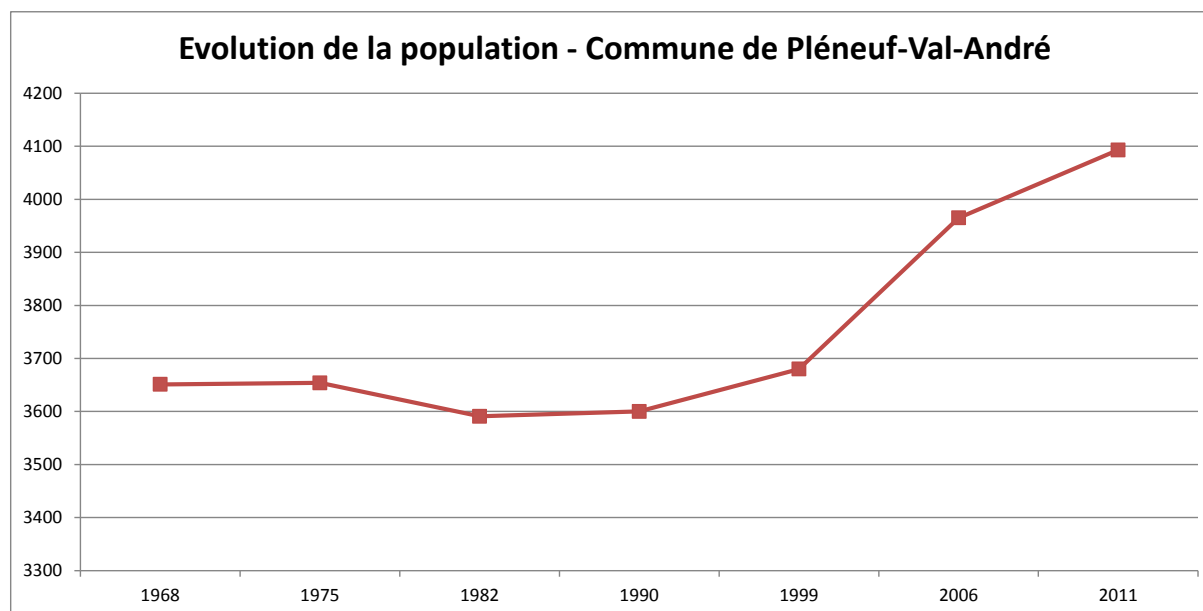


Figure 11 : Evolution de la population – Commune de Pléneuf-Val-André

La population de la commune de Pléneuf-Val-André a été relativement stable entre 1968 et 1999. Elle est depuis en augmentation d'environ 0,9% en moyenne.

Le parc de logements de la commune comprend environ 52% de résidences secondaires, soit 2 518 logements en 2011 contre 2 060 résidences principales.

Année	1968	1975	1982	1990	1999	2006	2011
Ensemble	2702	3049	3434	3642	3968	4357	4810
Résidences principales	1304	1407	1458	1606	1765	2002	2060
Résidences secondaires	1296	1539	1878	1868	2136	2245	2518
Logements vacants	102	103	98	168	67	110	232

Tableau 4 : Répartition des habitations par commune

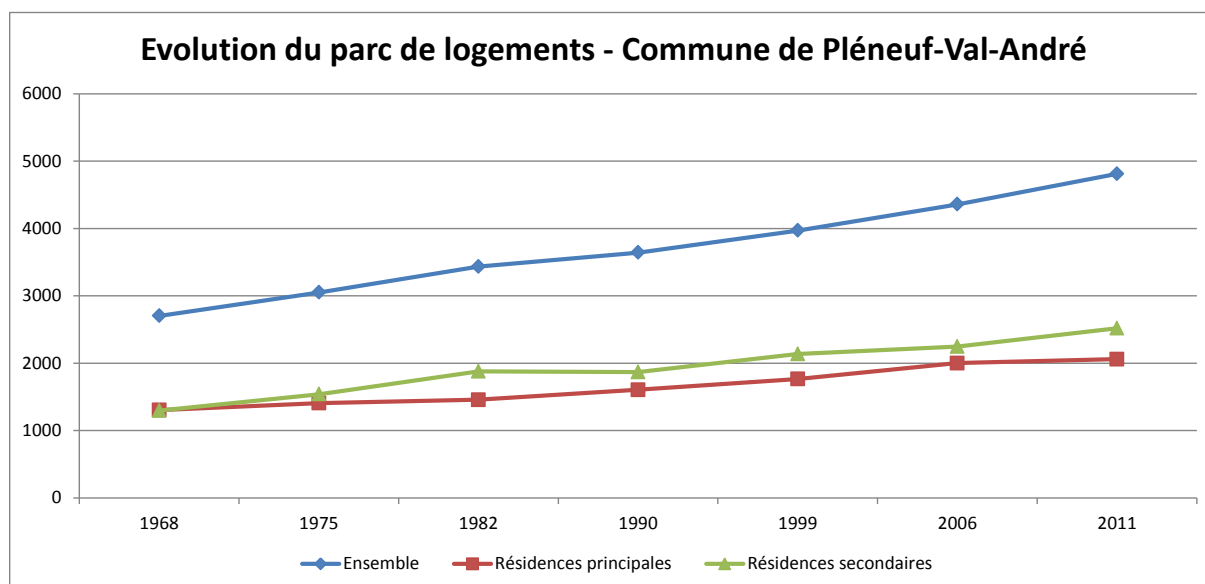


Figure 12 : Evolution du type d'habitation par commune

Pour l'habitat, le nombre de logements suit une évolution constante ces 10 dernières années.

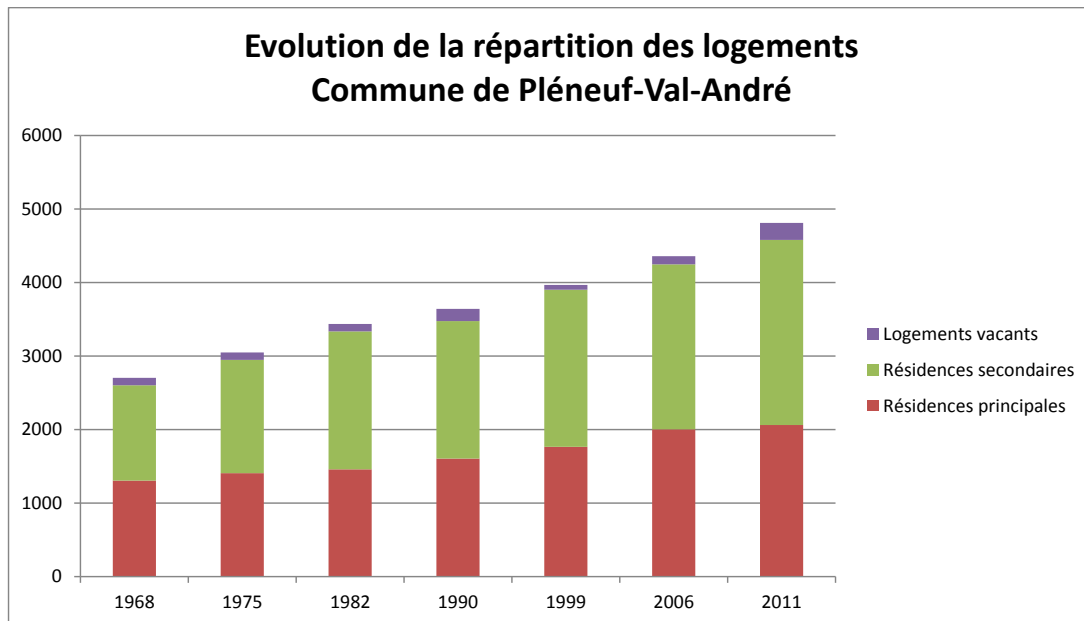


Figure 13 : Evolution du nombre de logements depuis 1975 (INSEE)

1.6.2 Variations inter saisonnières

Les fortes variations de population peuvent entraîner des dysfonctionnements des systèmes d'assainissement :

- surcharge d'effluents à traiter au niveau des installations de traitement des eaux usées en début de saison balnéaire ;
- équipements surdimensionnés afin de faire face à la pointe de fréquentation estivale, entraînant des temps de séjour importants des effluents dans les bâches des postes de refoulement et dans les canalisations de refoulement. Ces conditions sont propices au développement de dihydrogène sulfuré, H₂S, gaz toxique pour l'homme et entraînant une dégradation prématurée des installations d'assainissement.

Le tableau suivant présente les variations inter-saisonnières de population. Le nombre maximum de touristes hébergés a été évalué grâce au recensement des hébergements marchands de la commune. Le nombre de résidences secondaires provient de sources INSEE. L'occupation moyenne des résidences secondaires a été fixée à 4 habitants par résidence secondaire en moyenne.

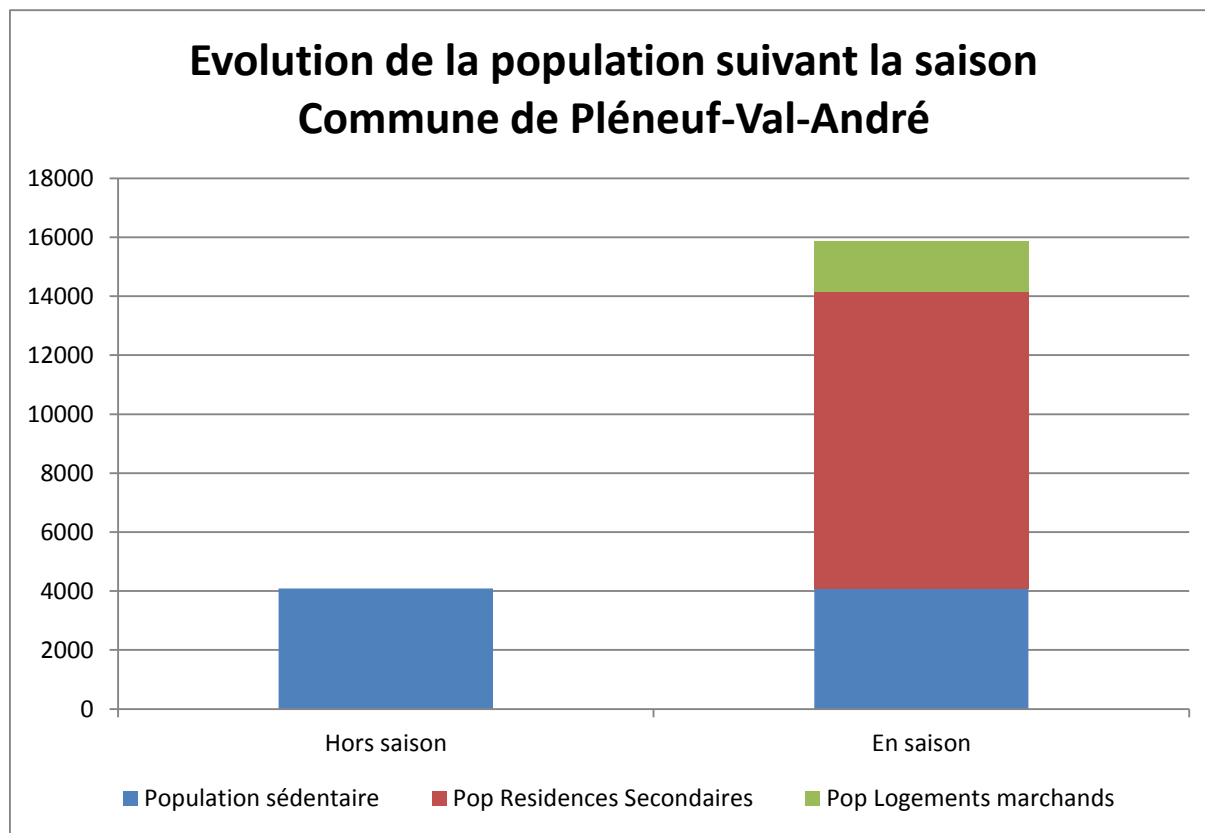


Figure 14 : Evolution de la population en fonction de la saison

Les variations inter-saisonnières de population sont très marquées sur la commune de Pléneuf-Val-André : la population est multipliée par 3.

1.6.3 Projets de développement

Les projets de développement correspondent à une densification du centre-bourg ou bien sont situés en frange de la zone urbaine, conformément aux dispositions de la loi littorale.

Les zones de projets sont localisées sur la cartographie ci-après. Ces zones s'étendent sur 39,4 ha environ, auxquelles s'ajoutent les zones de densification de l'habitat, d'une surface estimée de 14,7 ha.

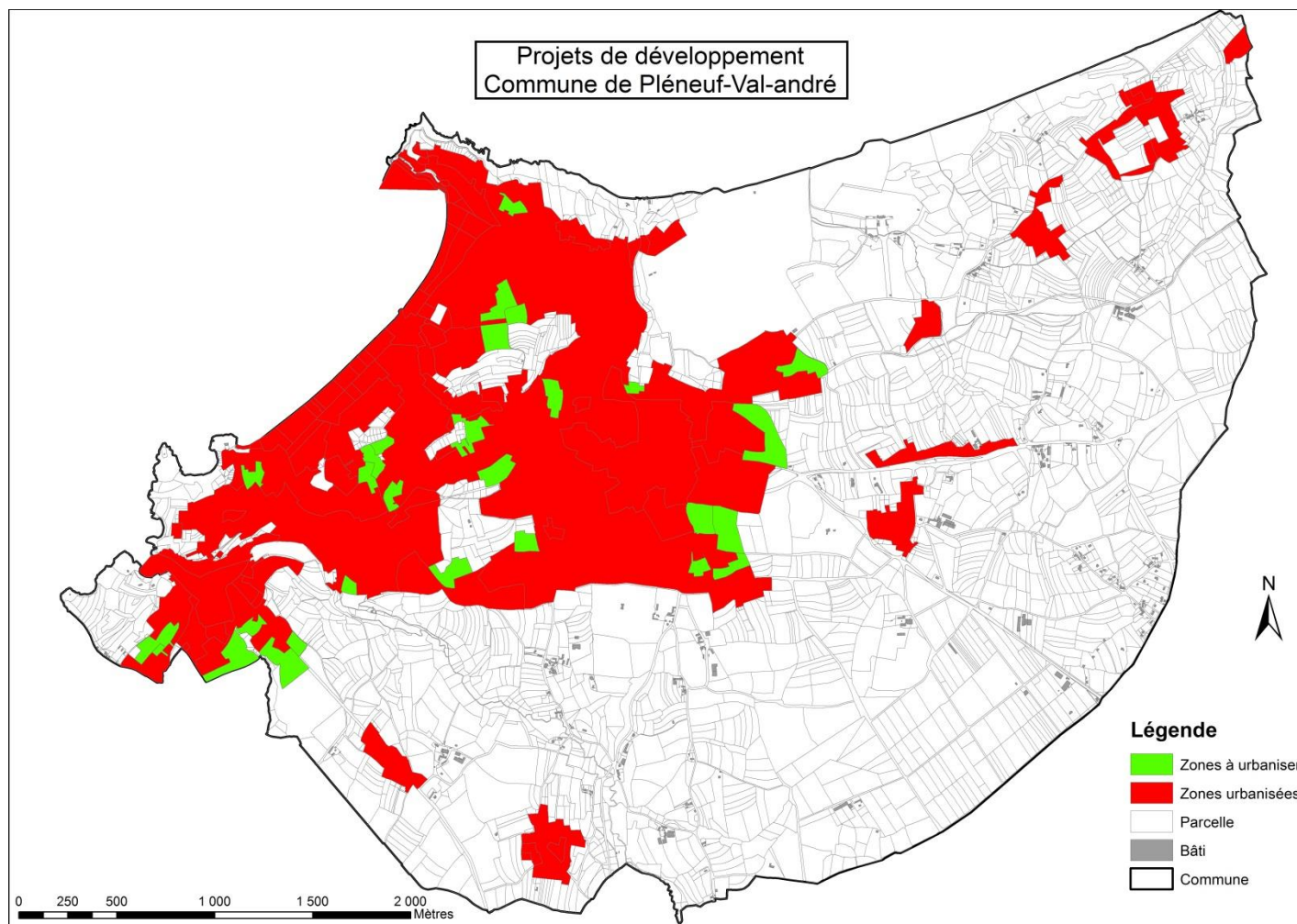


Figure 15 : Secteurs urbanisés et à urbaniser de la commune de Pléneuf-Val-André

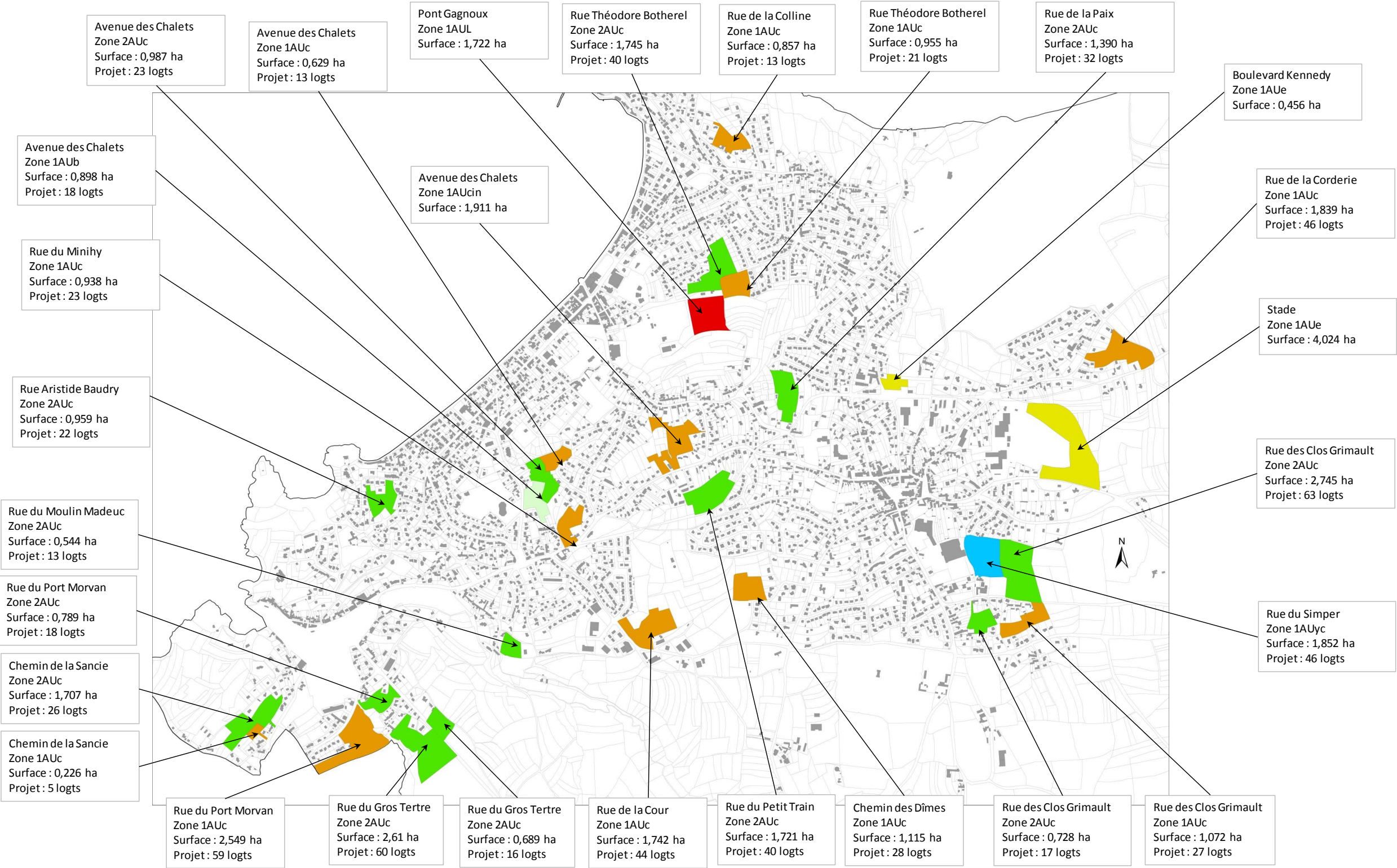


Figure 16 : Zones urbanisables – Commune de Pléneuf-Val-André

2 Cadre réglementaire

2.1 Obligations en matière de zonage

L'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales modifié par la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 impose aux communes de définir, après étude préalable, un zonage d'assainissement qui doit délimiter les zones d'assainissement collectif, les zones d'assainissement non collectif et le zonage pluvial. Le zonage d'assainissement définit le mode d'assainissement le mieux adapté à chaque zone.

Selon cet article, les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

- Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;
- Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

2.2 Zonage et PLU

Le zonage doit être cohérent avec le P.L.U, la constructibilité des zones non raccordables à un réseau étant conditionnée par la faisabilité de l'assainissement autonome sur un plan technique et financier.

Une fois adoptées, les dispositions du zonage d'assainissement doivent être rendues opposables aux tiers. Pour les communes ayant adopté un plan local d'urbanisme, le zonage d'assainissement doit être annexé au PLU lors de son élaboration ou de sa révision.

L'article L123-9 du Code de l'urbanisme admet que le règlement de zones des PLU puisse prévoir les conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'assainissement. De même, cet article prévoit que pour les zones d'assainissement non collectif, le règlement de zones des PLU puisse prévoir les conditions de réalisation d'un assainissement individuel. Le Code de l'urbanisme, dans son article L123-1,12° (modifié par la loi « Urbanisme Habitat » du 2 juillet 2003) donne la possibilité aux

PLU de fixer une superficie minimale des terrains constructibles, lorsqu'il s'agit de contraintes techniques relatives à la réalisation d'un dispositif d'assainissement non collectif.

2.3 Règlementation liée à l'ANC

La réglementation en vigueur pour l'assainissement non collectif est donnée par l'Arrêté du 7 septembre 2009, fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 (soit 20 équivalents habitants).

De plus l'arrêté du 22 juin 2007 (relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5) fixe les prescriptions techniques pour les installations supérieures à 20 E.H.

2.3.1 Sols et parcelles

Selon l'Arrêté du 7 septembre 2009, section 2, article 6 :

Les eaux usées domestiques sont traitées par le sol en place au niveau de la parcelle de l'immeuble, au plus près de leur production, selon les règles de l'art, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- a) La surface de la parcelle d'implantation est suffisante pour permettre le bon fonctionnement de l'installation d'assainissement non collectif,
- b) La parcelle ne se trouve pas en terrain inondable, sauf de manière exceptionnelle,
- c) La pente du terrain est adaptée,
- d) L'ensemble des caractéristiques du sol doivent le rendre apte à assurer le traitement et à éviter notamment toute stagnation ou déversement en surface des eaux usées prétraitées ; en particulier, sa perméabilité doit être comprise entre 15 et 500 mm/h sur une épaisseur supérieure ou égale à 0,70 m,
- e) L'absence d'un toit de nappe aquifère, hors niveau exceptionnel de hautes eaux, est vérifiée à moins d'un mètre du fond de fouille.

Dans le cas où le sol en place ne permet pas de respecter les conditions mentionnées aux points b à e ci-dessus, peuvent être installés les dispositifs de traitement utilisant :

- soit des sables et graviers dont le choix et la mise en place sont appropriés, selon les règles de l'art
- soit un lit à massif de zéolithe
- soit des microstations agréées

2.3.2 Prescriptions techniques

L'arrêté du 7 septembre 2009 définit l'assainissement non-collectif (ANC) comme « tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement ».

L'arrêté du 22 juin 2007 précise les points suivants, applicables à l'assainissement non collectif :

- la conception et le dimensionnement des ouvrages tiennent compte tant des caractéristiques des eaux collectées, que du milieu récepteur et de ses usages, de manière à en éviter la contamination, et à permettre d'éviter les nuisances (bruits, émission d'odeurs...) ;
- L'implantation des installations de traitement est interdite en zone inondable, sauf en cas d'impossibilité technique justifiée par la commune.
- les équipements doivent être réalisés, entretenus et réhabilités selon les règles de l'art, de façon à traiter le débit de référence et en tenant compte des perspectives de développement
- Les installations doivent être délimitées par une clôture
- La totalité des eaux usées produites doivent être traitées ; les rejets directs par temps sec d'effluents non traités sont interdits, ainsi que l'intrusion d'eaux pluviales
- Les valeurs limites de rejet doivent permettre de satisfaire aux objectifs de qualité des eaux réceptrices
- En cas de rejet par infiltration après traitement, une étude établit l'aptitude du sol à l'infiltration et, si l'installation est soumise à déclaration (capacité supérieure à 12 kg/j de DBO5), cette étude est soumise à l'avis d'un hydrogéologue agréé
- Les équipements d'une capacité supérieure à 12 kg/j de DBO5, qui figurent dans la liste annexée à l'article R.214- 1 du code de l'environnement, des ouvrages soumis à déclaration, sont également assujettis à l'obligation d'autosurveillance, rappelée à l'article R.214-32 de ce code, le maître d'ouvrage devant préciser dans son «document d'incidence » les modalités qu'il prévoit pour réaliser cette surveillance.

Afin d'être conformes réglementairement, les systèmes doivent permettre le traitement de l'ensemble des eaux usées issues de l'habitation : eaux vannes (EV, issues des WC) et eaux ménagères (EM, issues des salles de bains, cuisine, buanderie, etc.) par épuration et infiltration dans le sol ou dans le milieu hydrographique superficiel. Le DTU 64.1 de mars 2007 est utilisé comme référence.

Notons que la conformité réglementaire d'une installation n'est pas garante de son bon fonctionnement ni de l'absence de pollution : une mauvaise adaptation du traitement vis-à-vis du sol ne permet pas au système de jouer son rôle épurateur.

L'infiltration des eaux traitées dans le sol est à privilégier lorsque le terrain le permet ; dans les autres cas, le rejet dans le réseau hydrographique superficiel s'impose.



Les différents systèmes de traitement existants sont les suivants :

- Epannage par tranchées d'infiltration ou lit d'infiltration,
- Tertre d'infiltration hors-sol ou en terrain pentu,
- Filtre à sable vertical non drainé,
- Filtre à sable vertical drainé,
- Filière compacte (massif de zéolite).

Le principe de ces quatre derniers systèmes de traitement est le même : il s'agit d'apporter un matériau granulaire assurant l'épuration des eaux usées.

Pour les parcelles trop exigües pour recevoir un filtre à sable, il existe des filières compactes ou microstations. Un certain nombre sont agréées ; celles-ci figurent au Journal Officiel, ainsi que sur le site du ministère de l'écologie (http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr/article.php3?id_article=185).

L'évacuation des eaux usées traitées doit se faire par le sol si les caractéristiques de perméabilité le permettent.

Si l'évacuation par le sol n'est pas techniquement envisageable, les eaux usées traitées sont soit réutilisées pour l'irrigation souterraine de végétaux, dans la parcelle, sauf irrigation de végétaux destinées à la consommation humaine, soit drainées et rejetées vers le milieu hydraulique superficiel après autorisation du propriétaire ou du gestionnaire du milieu, sous condition d'une étude particulière réalisée par un bureau d'étude.

Il est rappelé que les rejets d'eaux usées même traitées sont interdits dans un puisard, puits perdu, puits désaffecté, cavité naturelle ou artificielle profonde.

Si aucune des solutions n'est techniquement envisageable, le rejet des eaux usées traitées peut se faire par puits d'infiltration, sous réserve de respecter les caractéristiques techniques notamment de perméabilité et conditions de mise en œuvre, et d'être autorisé par la commune sur la base d'une étude hydrogéologique.

2.3.3 Risques de pollution

Selon l'Arrêté du 7 septembre 2009, les installations d'ANC ne doivent pas présenter de risques de pollution des eaux souterraines ou superficielles, particulièrement celles prélevées en vue de la consommation humaine ou faisant l'objet d'usages particuliers tels que la conchyliculture, la pêche à pied, la cressiculture ou la baignade.

De même, l'implantation d'une installation d'assainissement non collectif telle que définie à l'article 1er est interdite à moins de 35 mètres d'un captage d'eau destinée à la consommation humaine.

2.3.4 Mises en conformité

Deux arrêtés récents ont été pris en application de la loi du 12 juillet 2010, dite Loi Grenelle 2. Les arrêtés du 7 mars 2012 et du 27 avril 2012 sont entrés en vigueur au 1er juillet 2012.

Ces arrêtés reposent sur trois logiques :

- mettre en place des installations neuves de qualité et conformes à la réglementation
- réhabiliter prioritairement les installations existantes qui présentent un danger pour la santé des personnes ou un risque avéré de pollution pour l'environnement ;
- s'appuyer sur les ventes pour accélérer le rythme de réhabilitation des installations existantes.

Ainsi, pour le contrôle des installations d'assainissement non collectif, les modalités de contrôle du SPANC sont précisées, en particulier les critères d'évaluation des risques avérés de pollution de l'environnement et de danger pour la santé des personnes.

La nature et les délais de réalisation des travaux pour réhabiliter les installations existantes sont déterminés en fonction de ces risques.

Pour les installations existantes, en cas de non-conformité, l'obligation de réalisation de travaux est accompagnée de délais :

- un an maximum en cas de vente ;
- quatre ans maximum si l'installation présente des risques avérés de pollution de l'environnement ou des dangers pour la santé des personnes.



3 Situation actuelle

3.1 Assainissement collectif

3.1.1 Principales caractéristiques

Actuellement, la Communauté de Communes Côte de Penthievre assure la gestion du système d'assainissement collectif de la commune de Pléneuf-Val-André en régie.

La ville de Pléneuf-Val-André dispose d'un réseau d'assainissement collectif séparatif à 89,6% les 10,4% restant étant du réseau unitaire. Les effluents rejoignent la station d'épuration par le réseau gravitaire en majorité ; seul le poste de refoulement Casino refoule directement en entrée de station.

En 2013, 5 187 abonnés sont raccordés au réseau d'assainissement collectif répartis de la manière suivante :

- 4 465 abonnés sur la commune de Pléneuf-Val-André,
- 623 abonnés sur la commune de Saint-Alban,
- 99 abonnés sur la commune de Planguénoual.

Les effluents d'eaux usées, une fois traités, sont rejetés dans La Manche.

Ce chapitre vise à établir l'état des lieux des systèmes d'assainissement de la commune de Pléneuf-Val-André.

3.1.2 Le réseau de collecte

a. Réseau gravitaire

Le réseau d'assainissement de la commune de Pléneuf-Val-André, de type séparatif majoritairement, est composé de la manière suivante :

- Réseau gravitaire : 65 060 ml,
- Réseau de refoulement : 7 370 ml.

b. Postes de refoulement

La desserte de certains secteurs a nécessité l'installation de plusieurs postes de relevage. La structure générale des réseaux comprend donc 19 postes de refoulement répartis de la manière suivante :

- 1 poste de refoulement sur la commune de Planguénoual :
 - PR Port Morvan.

- 2 postes de refoulement sur la commune de Saint-Alban :
 - PR Beau Soleil,
 - PR Le Chemin des Clos.

- 16 postes de refoulement sur la commune de Pléneuf-Val-André:
 - PR Casino,
 - PR Le Mocquetet,
 - PR Le Bignon,
 - PR Le Quai du Murier,
 - PR Cargré,
 - PR La Fenouillère,
 - PR Le Pont Gagnoux,
 - PR Les Vallées,
 - PR Piégu,
 - PR Le Guémadeuc,
 - PR Résidence du Guémadeuc,
 - PR Baudry,
 - PR La Gnette,
 - PR Clos Castel,
 - PR La Vallée,
 - PR Préto.

Le synoptique en page suivante présente l'architecture du réseau de refoulement des communes de Planguénoual, Saint-Alban et Pléneuf-Val-André.

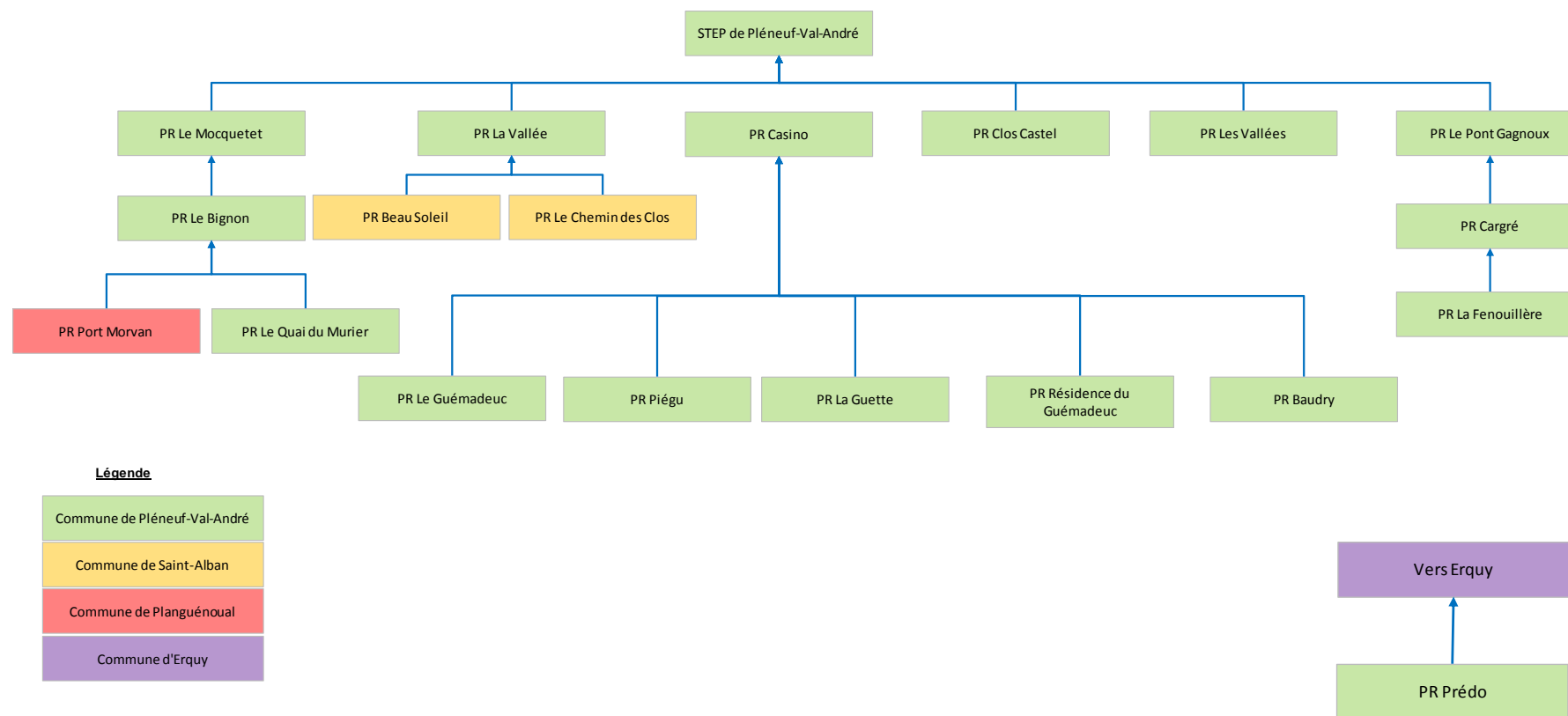


Figure 17 : Synoptique des postes de relèvement

Les caractéristiques principales des postes de refoulement de la commune de Pléneuf-Val-André sont regroupées dans le tableau ci-après.

Nom du Poste de relevage	Année de mise en service	Marque des Electro-pompes	Nombre et Débit des pompes	HMT	Linéaire refoulement	TP	Milieu récepteur
La Vallée	1979 *2000 2009	A.B.S. Type AFP30HD	1 à 40 m ³ /h 1 à 60 m ³ /h	47	705 ml	OUI	Rivière La Flora
La Haye - Cargré	2003	FLYGT Type DP3068HT	2 à 12 m ³ /h	12,33	411 ml	NON	Ruisseau du Nantois
La Fenouillère	2005	FLYGT Type DP3057MT	2 à 12 m ³ /h		240 ml	NON	Ruisseau du Nantois
Pont Gagnoux	1976 *2004	FLYGT Type CP3126MT	2 à 144m ³ /h	8	501 ml	OUI	Ruisseau du Vauclair
Les Vallées (plage)	1988	FLYGT Type CP3152 SH265	2 à 28m ³ /h	47,33	1052 ml	OUI	Ruisseau du Vauclair
Piégu	1987	FLYGT Type 3066-180	2	5,13	417 ml	OUI	La Manche
Casino (la Rotonde)	1979 **2000	Mengin-Rateau 432DES NR210	4 à 150m ³ /h	24	1296 ml	OUI	La Manche
Guémadeuc	1985	FLYGT Type 3102MT 180	2 à 46m ³ /h	10,35	216 ml	OUI	La Manche
La Guette	1988	FLYGT Type D56253	2 à 20m ³ /h	7,74	229 ml	NON	La Manche
Mocquetet	1991	FLYGT Type CD3127	2 à 30m ³ /h	29	812 ml	OUI	La Manche
Bignon	1976 *2003	FLYGT Type CP3126 MT	2 à 22m ³ /h		185 ml	OUI	Ruisseau l'Ejuel
Quai du Mûrier	1998	FLYGT	2	6,50	51 ml	NON	La Manche
Le Clos Castel	2004	FLYGT	1		42 ml	NON	La Manche
Aristide Baudry	2010	FLYGT	2 à 13m ³ /h	11,48	142 ml	NON	La Manche
Résidence du Guémadeuc	2010	FLYGT	2 à 15m ³ /h	6,93	85 ml	OUI	La Manche
Le Préto	2014	FLYGT Type 3127 HT	2 à 6,5m ³ /h	28,31	917 ml	OUI	La Manche

Tableau 5 : Caractéristiques des postes de refoulement de la commune de Pléneuf-Val-André

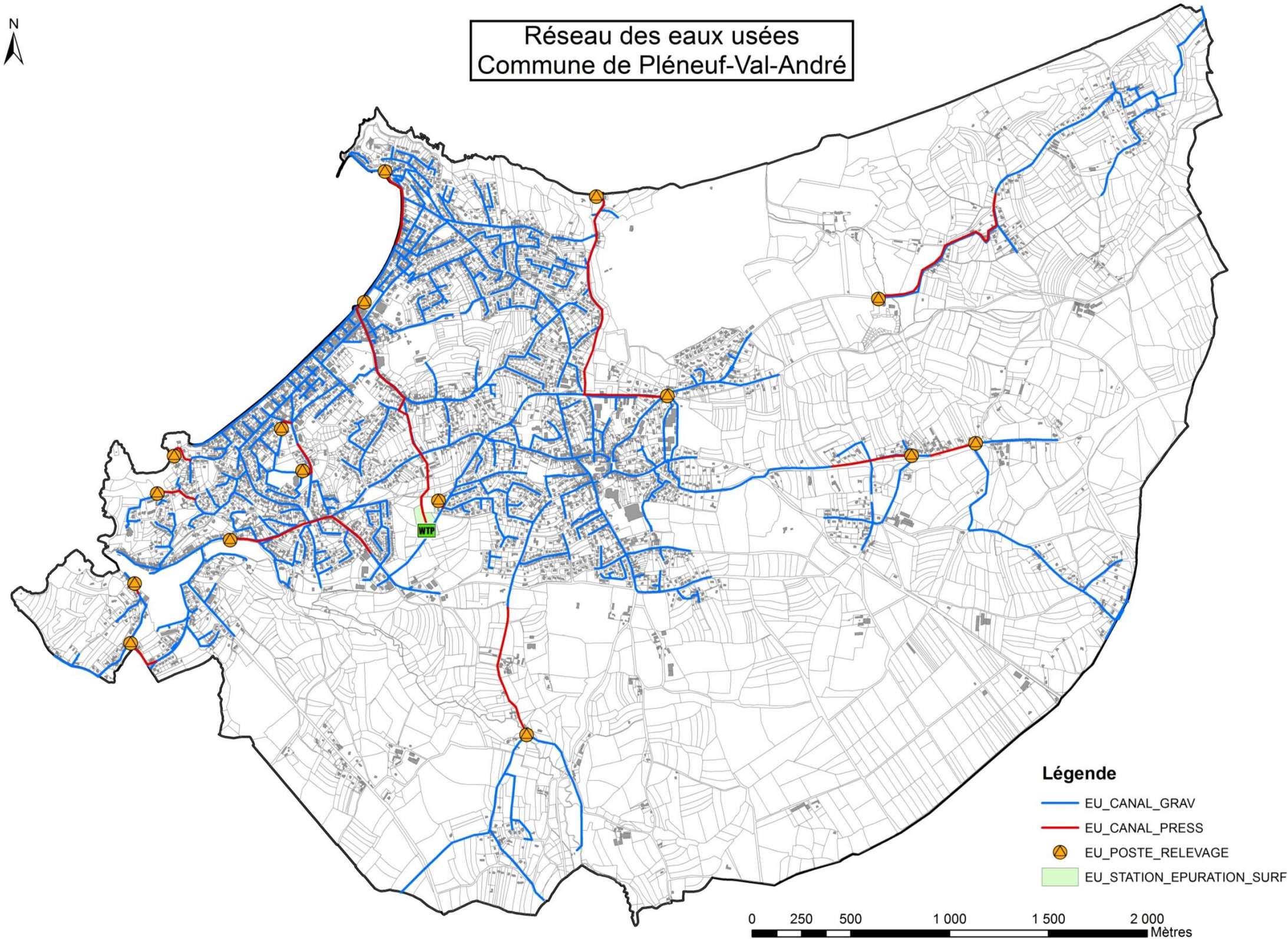


Figure 18 : Réseau d'assainissement des eaux usées – Commune de Pléneuf-Val-André

3.1.3 La station d'épuration

La station d'épuration de la commune de Pléneuf-Val-André est dimensionnée pour une charge nominale de 21 000 EH. Elle est de technologie boues activées.

On ne recense pas d'activité industrielle sur la commune de Pléneuf-Val-André. En conséquence, les effluents à traiter au niveau de la station sont essentiellement de type domestique.

A noter que la station d'épuration de Pléneuf-Val-André est entrée en fonctionnement en mai 2013.

Le débit journalier de référence est de 3 670 m³/j, le débit horaire maximal étant de 620 m³/h.

Ses caractéristiques sont les suivantes :

Capacité nominale	21 000 EH
Débit nominal	3 670 m ³ /j
Débit de pointe	620 m ³ /h
Capacité nominale en DBO5	1 260 kg DBO ₅ /j
Capacité nominale en DCO	3 150 kg DCO/j
Capacité nominale en MES	1 890 kg MES/j
Capacité nominale en NTK	315 kg NTK/j
Capacité nominale en Pt	84 kg Ptot/j
Nature de l'effluent	89,6% en séparatif, 10,4% en unitaire
Description	Boues activées
Filière Eau	Clarifloculeur - Aération – Clarificateur Bassin à marée
Filière Boues	Filtre presse et chaulage - Epanchage
Milieu récepteur	La Manche

Tableau 6 : Caractéristiques de la STEP de Pléneuf-Val-André

a. Charges hydrauliques

En raison de la vocation touristique de la zone d'étude, la charge hydraulique augmente au mois d'août.

Le graphique suivant présente le taux de charge hydraulique observés sur la station en 2014.

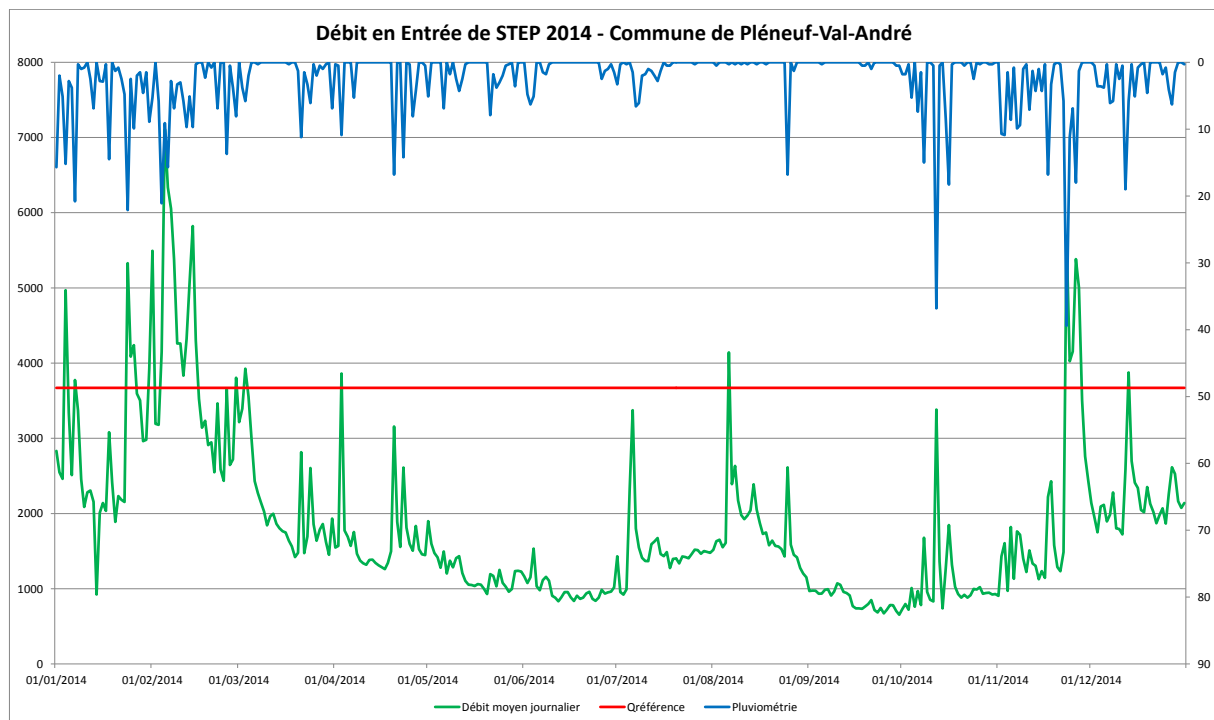


Figure 19 : Evolution des débits en entrée de STEP – Autosurveillance 2014

Il apparaît que le réseau de collecte des eaux usées de la commune de Pléneuf-Val-André est très sensible aux intrusions d'eau de nappe et d'eau de pluie.

Les chiffres à retenir sont les suivants pour l'année 2014 :

- Débit maximum : 7 190 m³/j (le 05/02/2014 – Pluviométrie de 21,1 mm le jour précédent), soit 195% de la capacité,
- Débit moyen Nappe Haute – Temps sec : 1 630 m³/j, soit 44% de la capacité,
- Débit moyen Nappe Basse – Hors saison : 840 m³/j, soit 23% de la capacité,
- Débit moyen Nappe Basse – En Saison : 2 100 m³/j, soit 57% de la capacité.

b. Charges organiques

En raison de la vocation touristique de la zone d'étude, la charge organique augmente au mois d'août.

Le graphique suivant présente le taux de charge organique observés sur la station en 2014.

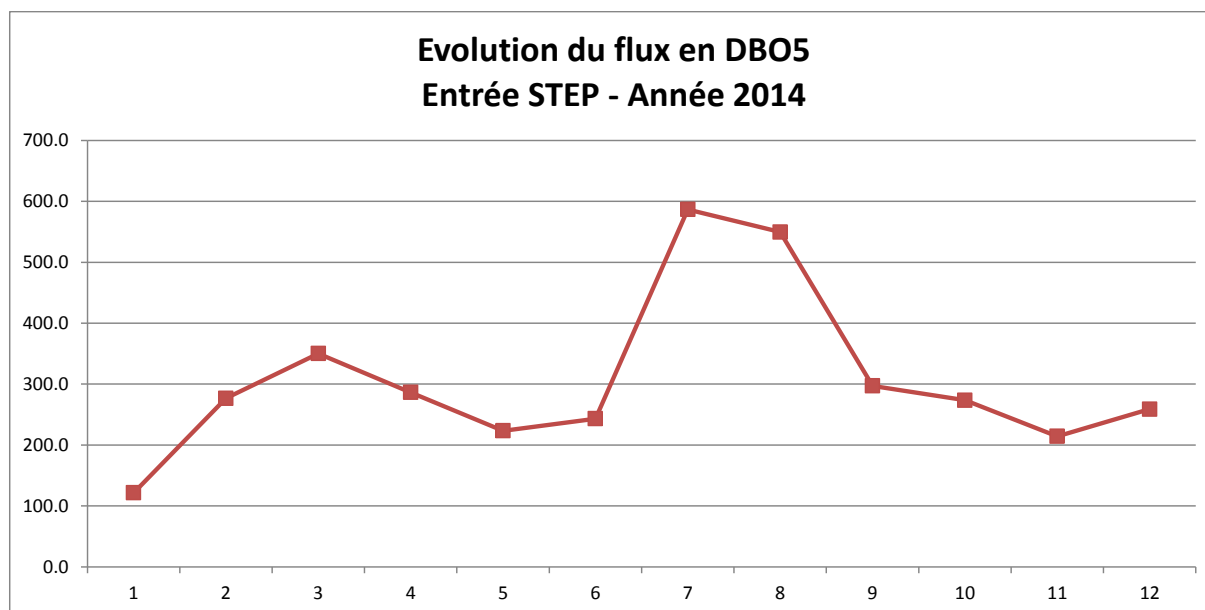


Figure 20 : Evolution des flux en DBO₅ en entrée de STEP – Autosurveillance 2014

39

Les chiffres à retenir sont les suivants pour l'année 2014 :

- Flux maximum : 587 kg/j (en juillet 2014), soit 47% de la capacité,
- Flux moyen Hors saison : 270 kg/j, soit 21% de la capacité,
- Flux moyen En Saison : 570 kg/j, soit 45% de la capacité.

c. Synthèse des charges entrantes

Globalement, la station d'épuration de la commune de Pléneuf-Val-André fonctionne à 45% de sa capacité nominale, soit une marge de 11 550 EH.

d. Synthèse des charges sortantes

Si en sortie de station les volumes rejetés sont parfois supérieurs à ceux de l'arrêté, les concentrations sont quant à elles conformes à l'arrêté.

3.2 Etat des lieux de l'assainissement non collectif

La ville de Pléneuf-Val-André compte, selon les dernières données du Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) géré par la Communauté de Communes Côte de Penthièvre en 2014, 198 installations. Les résultats SPANC des installations contrôlées sont donnés sur le graphique ci-après.

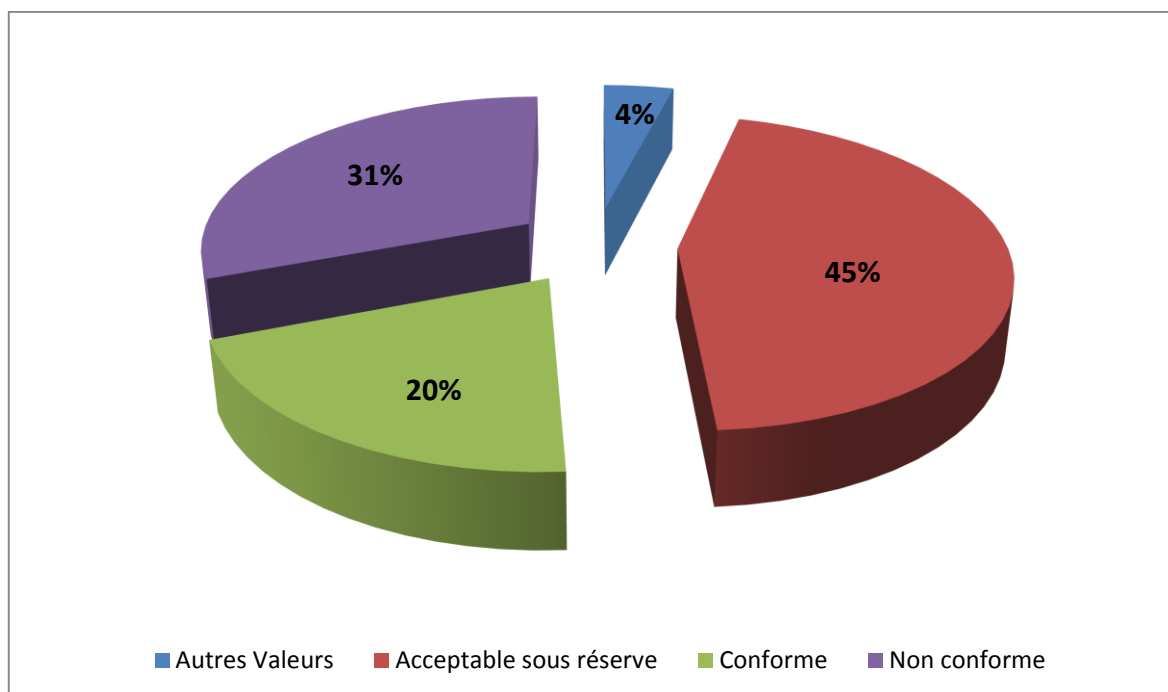


Figure 21 : Résultats des contrôles SPANC

40

Sur les 198 installations contrôlées, seules 40 sont dites conformes aux normes actuelles, soit 20% du parc.

61 installations (31 %) sont dans un état « non acceptable ». Cela signifie que le système d'ANC est potentiellement source de pollution pour le milieu récepteur ou qu'un rejet direct d'effluents non traités au milieu récepteur est observé.

A noter que certaines installations se situent en zonage d'assainissement collectif.

Les résultats des contrôles SPANC sont donnés dans la cartographie ci-après.

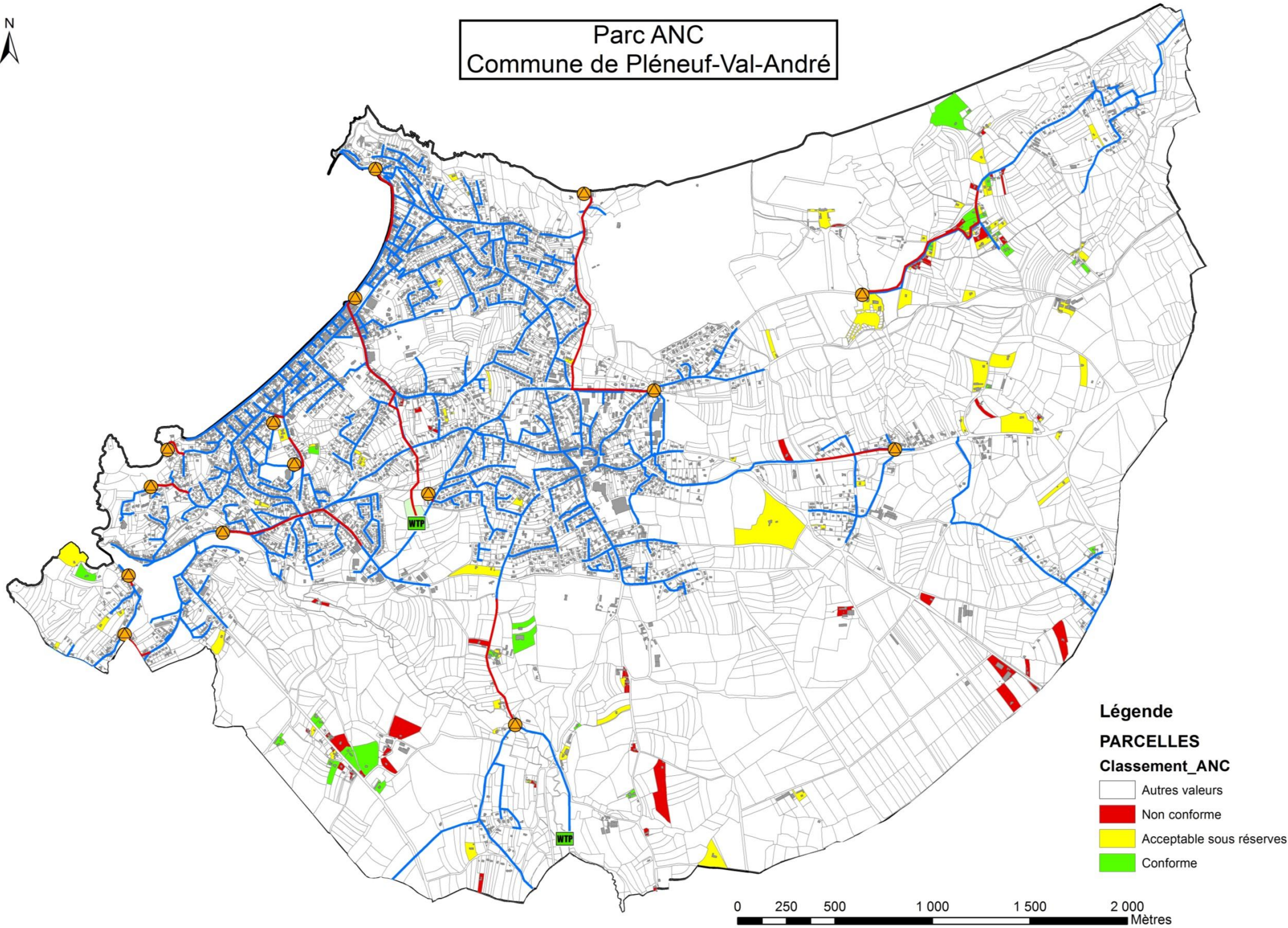


Figure 22 : Parc ANC – Commune de Pléneuf-Val-André



3.3 Pédologie

Lors de l'établissement de la première étude de zonage d'assainissement, des sondages ont été effectués sur les secteurs suivants :

- Le Chêne Vert, La Caderie, Le Vau Belay,
- Le Clos, Saint Mathurin, Le Feu Noël, La Vigne, Nantois,
- La Heuriade, Cargré, La Croix Verte, Les Rues, La Ville Bricault,
- Saint Rieul, L'Hôtel des Landes, Les Loges.

Ces résultats seront repris pour l'actualisation du zoange.

3.4 Zonage actuel

3.4.1 Cartographie du zonage

Les secteurs actuellement classés en assainissement autonome sont donnés par les cartes suivantes.

42

Il s'agit aujourd'hui de vérifier la pertinence des limites du zonage actuel notamment sur plusieurs secteurs :

- Les secteurs actuellement en non-collectif susceptibles d'être raccordés,
- Les secteurs actuellement en collectif qui ne pourront pas être raccordés.

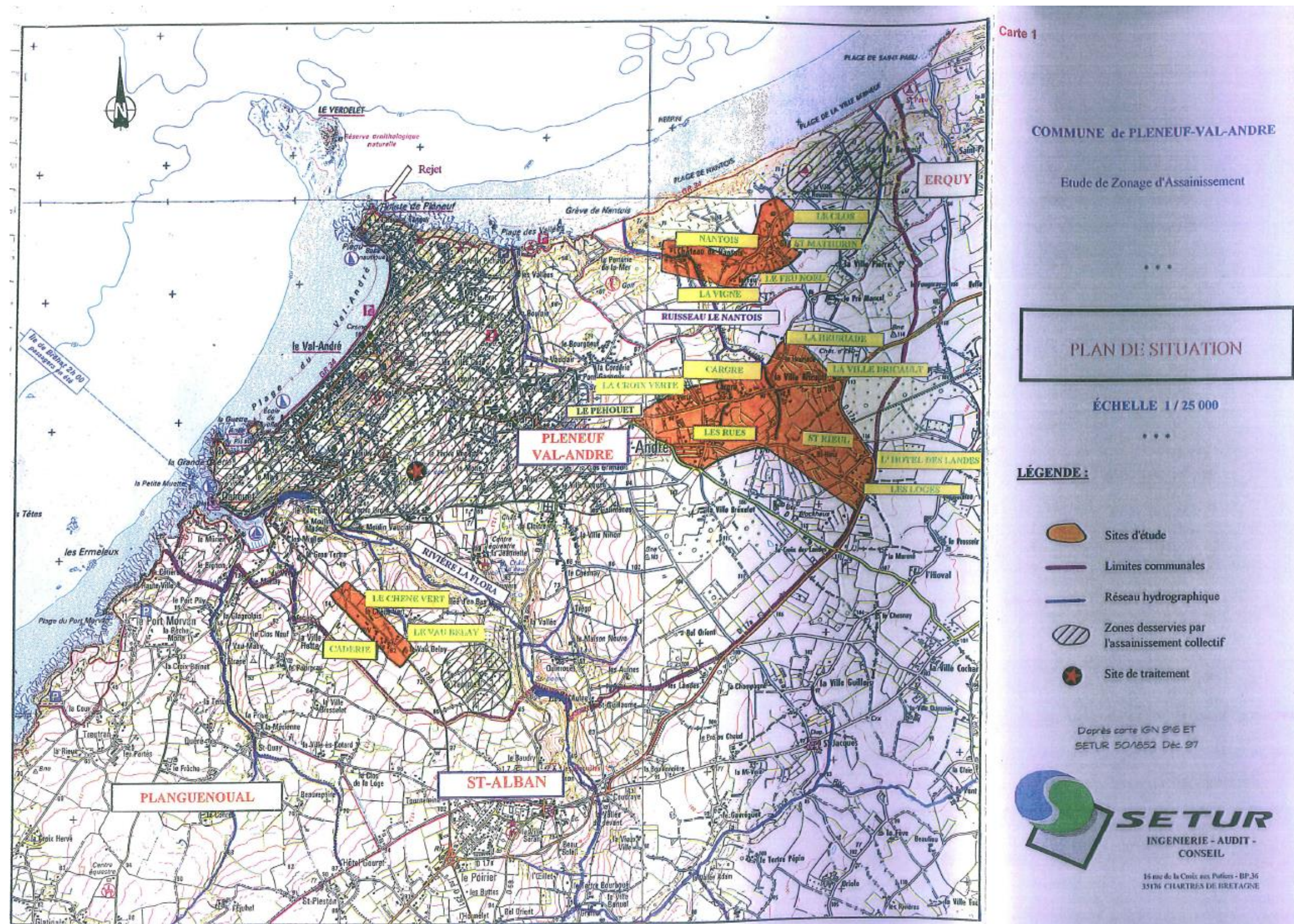


Figure 23 : Ancien zonage et secteurs étudiés

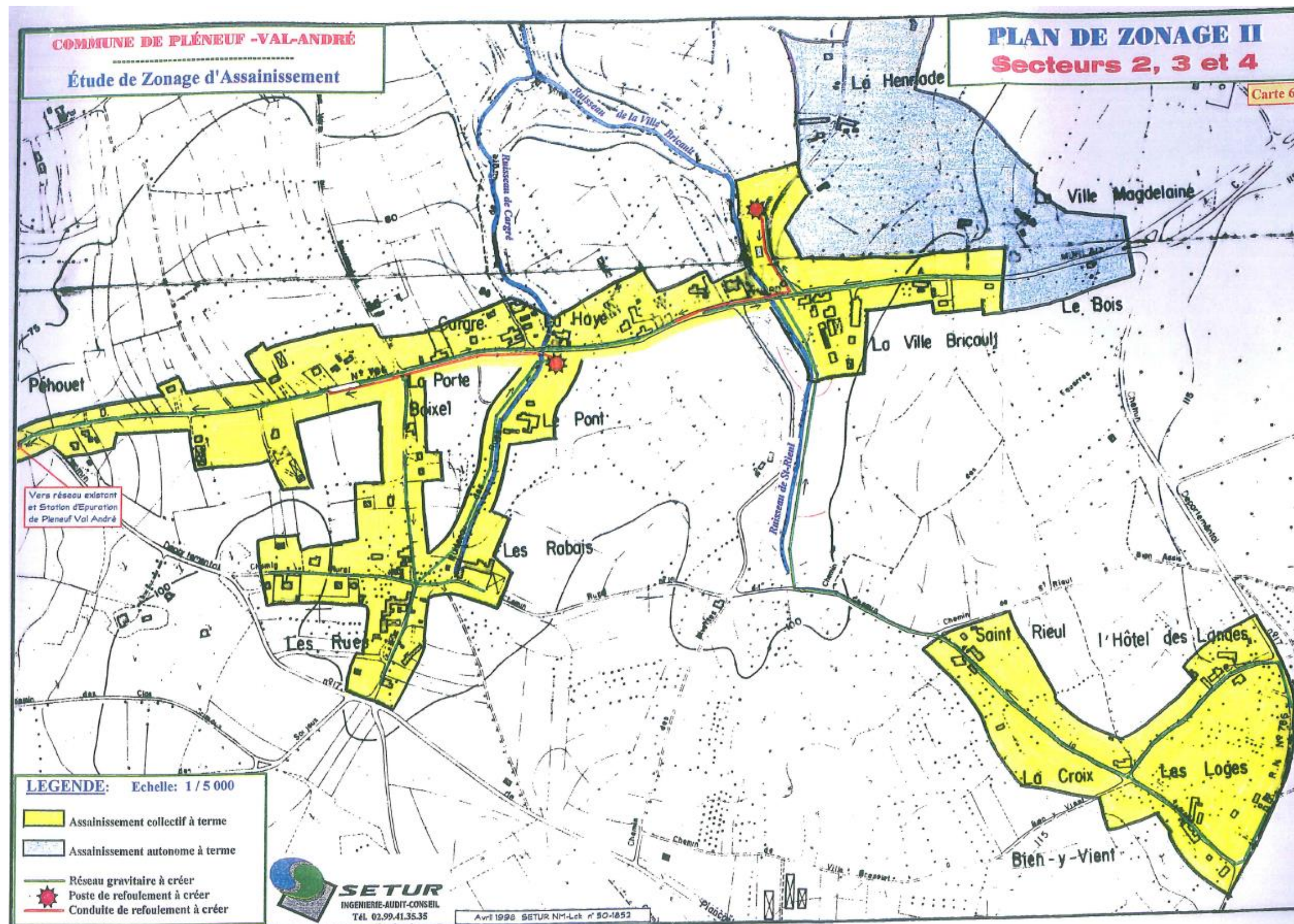


Figure 24 : Classement des secteurs étudiés

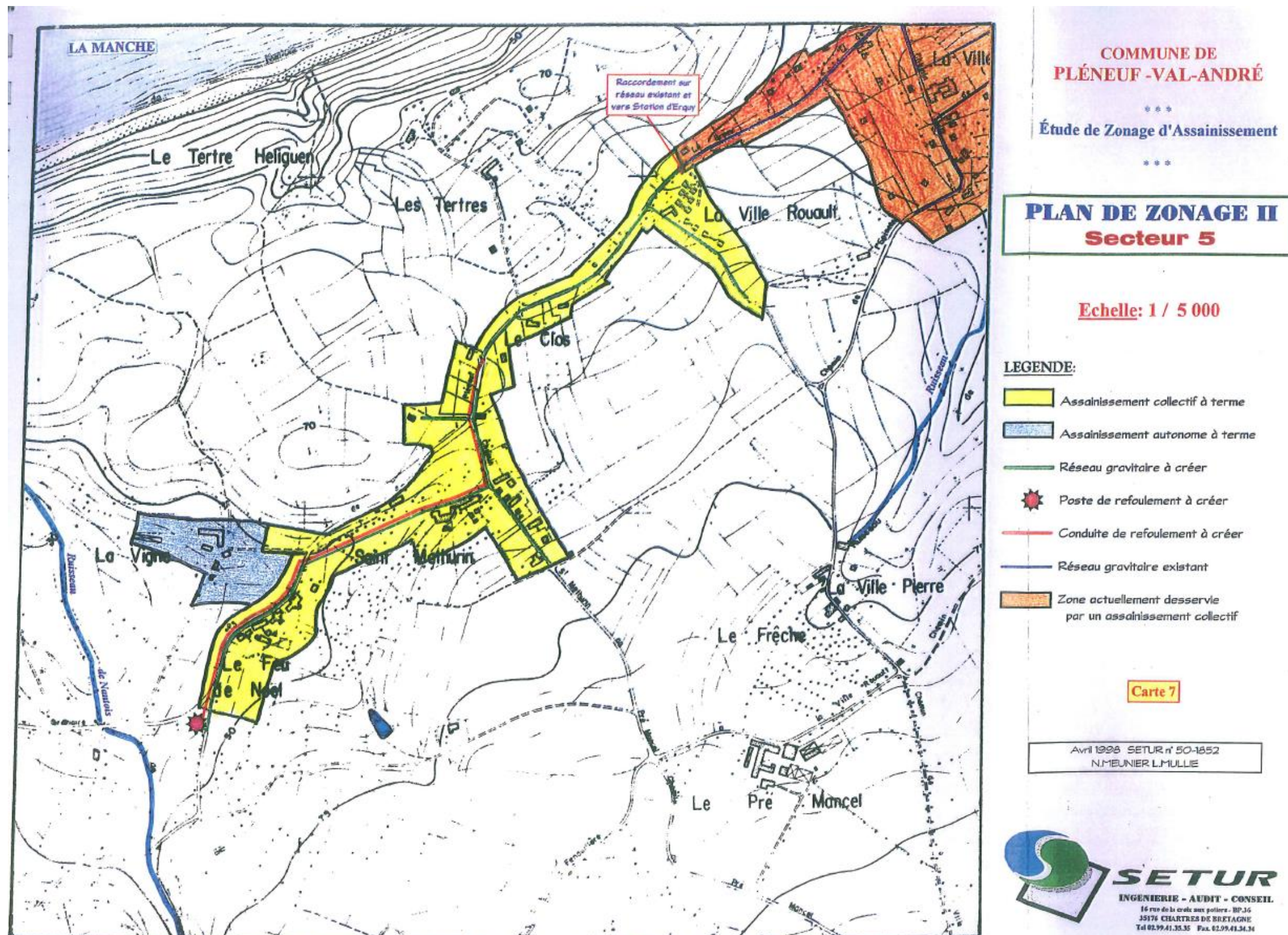


Figure 25 : Classement des secteurs étudiés

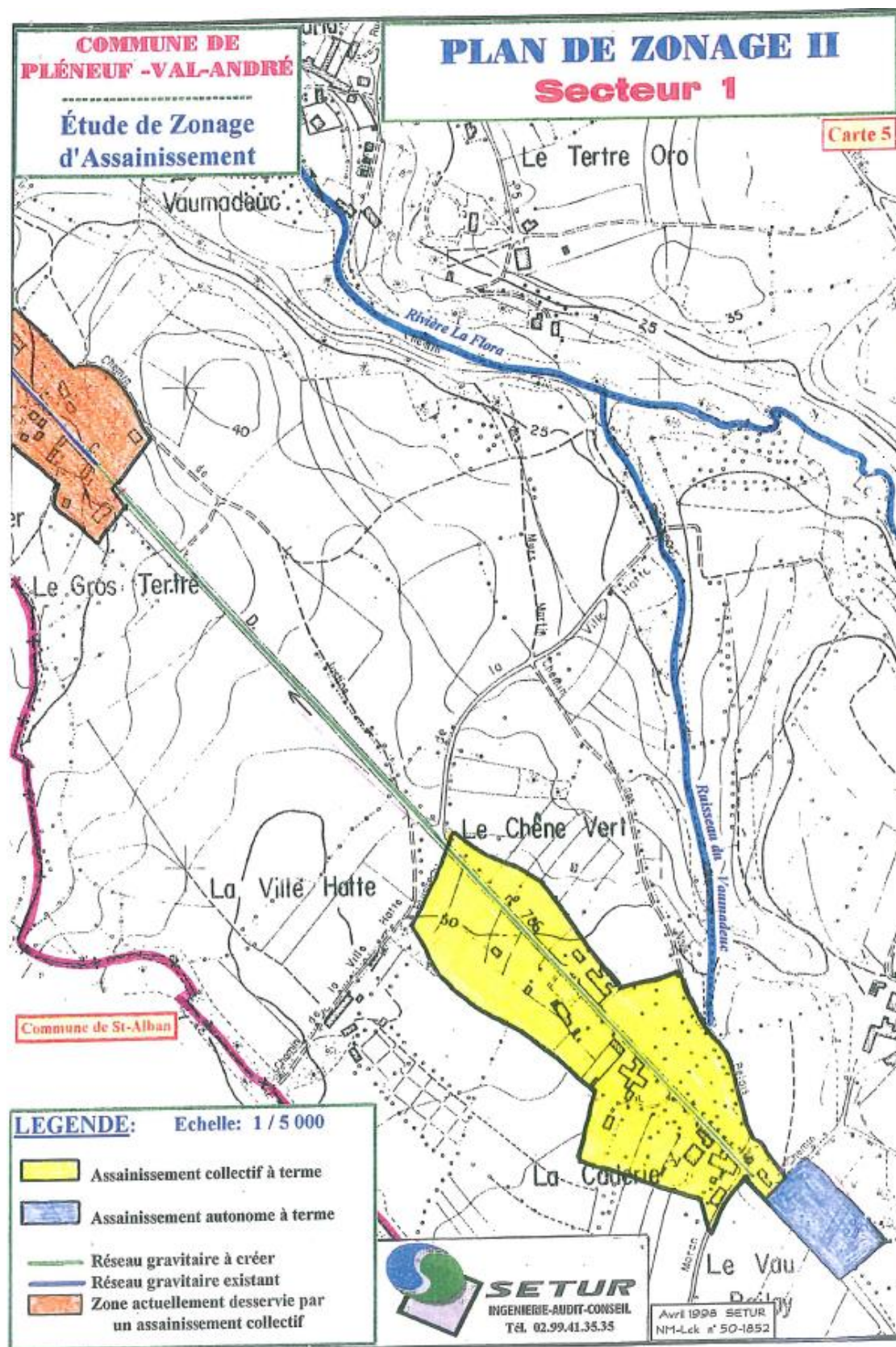


Figure 26 : Classement des secteurs étudiés

3.4.2 Secteurs à urbaniser

Le projet de PLU de Pléneuf-Val-André définit les orientations d'urbanisation des différentes parcelles de la ville. La cartographie qui localise les secteurs en projets est donnée ci-après.

La plupart des secteurs à urbaniser classés AU se trouvent d'ores et déjà dans le périmètre de zonage actuel.

Les autres zones se situent à proximité de zones urbanisées situées en zonage d'assainissement collectif.

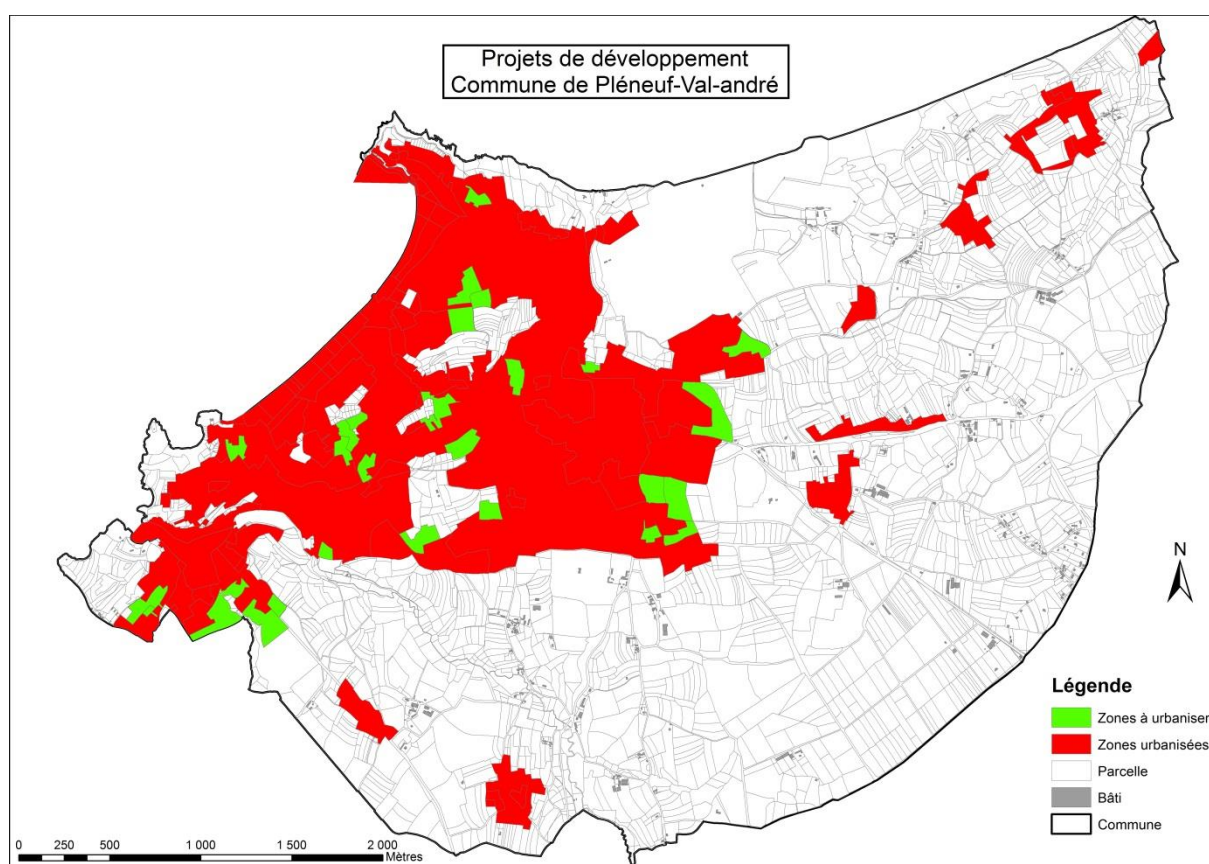


Figure 27 : Zones urbanisables – Commune de Pléneuf-Val-André



4 Etude d'actualisation du zonage

4.1 Méthodologie et prézonage

Le développement urbain de Pléneuf-Val-André, implique de revoir le zonage d'assainissement de certains secteurs. Pour cela, la méthodologie employée a été la suivante :

- i. Prézonage : Dans un premier temps, une analyse du zonage actuel a permis de déterminer les secteurs, classés en zonage non collectif en 2000, pour lesquels l'assainissement collectif a été mis en œuvre. Dans un second temps, l'étude des zones urbanisables a permis de les classer d'ores et déjà en zonage d'assainissement collectif compte tenu de la proximité du réseau de collecte.
- ii. Pour les parcelles non classées suite au prézonage, nous avons réalisé un comparatif technico-économique entre l'assainissement collectif et non collectif.

Le comparatif technico-économique porte sur les options :

- La mise en collectif,
- La réhabilitation des dispositifs d'assainissement autonomes défallants.

Cette étude technico-économique permet de déterminer la solution d'assainissement optimale pour les différents secteurs à urbaniser. Cette étude se base sur :

- les contraintes techniques (aptitude des sols, zone hydromorphe, etc.)
- les contraintes d'exploitation (topographie, possibilité de desserte par le réseau gravitaire, etc.)
- les aspects financiers (coûts d'investissement et coûts de fonctionnement)

L'étude portera donc sur l'opportunité de raccordement les cinq secteurs suivants :

1. La Ville Pierre – Le Pré Mancel,
2. La Heuriade,
3. La Croix des Landes,
4. Le Ville Nihon – Le Chesnay,
5. Le Chêne Vert – La Caderie – Le Vau Madeuc – Le Vau Belay.

Leur délimitation est précisée sur la cartographie ci-après.

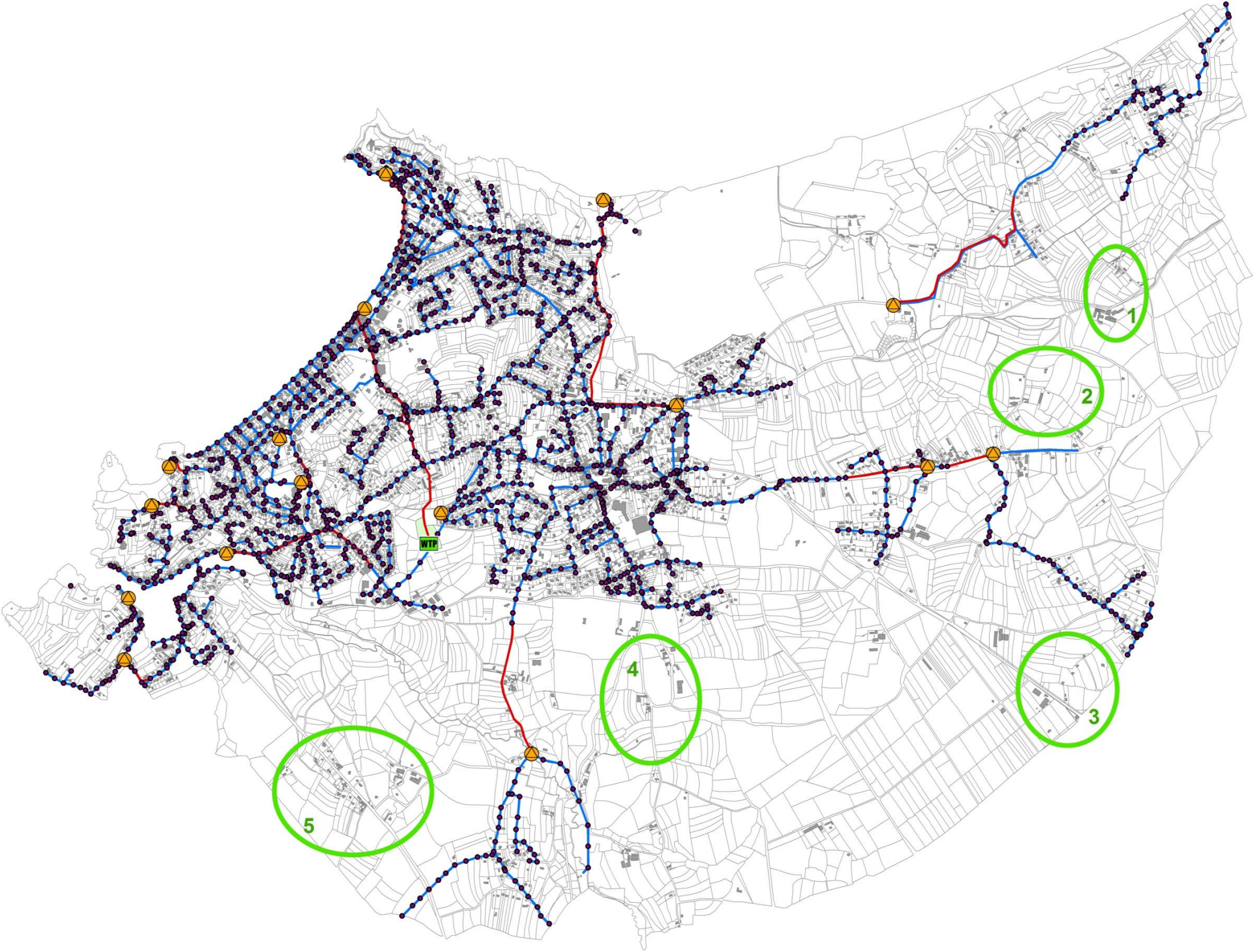


Figure 28 : Secteurs étudiés

Les caractéristiques des 5 secteurs localisés ci-avant sont répertoriées dans le tableau-ci après.

Tableau 7 : Secteurs concernés suite au prézonage

N° Carte	Nom secteur	Classement ACTUEL	Nombre d'installations d'assainissement autonome
1	La Ville Pierre - Le Pré Mancel	ANC	12
2	La Heuriade	ANC	6
3	La Croix des Landes	ANC	5
4	La Ville Nihon - Le Chesnay	ANC	11
5	Le Chêne Vert – La Caderie Le Vau Madeuc – Le Vau Belay	AC	32

50 Pour ces secteurs il sera effectué un comparatif technico-économique entre les options de mise en collectif et de réhabilitation des dispositifs d'assainissement autonome défaillants.

Les bases économiques de cette étude sont décrites dans le paragraphe suivant.

4.2 Critère de l'analyse technico-économique

4.2.1 Base économique de l'assainissement collectif

Les coûts d'investissement comprennent :

- la fourniture et la mise en œuvre des canalisations de collecte à une profondeur moyenne de 1.50m.
- les raccordements en domaine privé.

Le coût d'un branchement en secteur privé (branchement d'une habitation au collecteur d'assainissement avant la boîte de branchement) est de 120€/ml (prix 2014, fourni par la Communauté de Communes Côte de Penthièvre).

Le coût du branchement en secteur public (coût du branchement entre la boîte de branchement et le réseau) a été estimé à 1 400 € HT, au vu des coûts généralement appliqués dans les collectivités.

Ces coûts ne prennent pas en compte la desserte en électricité, les honoraires de maîtrise d'œuvre, les acquisitions foncières éventuelles, la déconnexion des systèmes d'assainissement autonome existants...

Les coûts ont été calculés à partir du nombre de raccordements (habitations ou entreprises) ainsi que de la longueur des réseaux projetés.

Les coûts unitaires présentés ci-après et ceux des différents scénarios ne constituent pas un avant-projet sommaire.

Ouvrages	Prix unitaires (HT)
Réseau gravitaire (PVC Ø200) sous voirie type RD	250 €/ml
Réseau gravitaire (PVC Ø200) sous voirie communale	220 €/ml
Réseau gravitaire (PVC Ø200) sous terrain naturel	180 €/ml
Réseau de refoulement (Fonte Ø100, Fe=1,5 m) sous voirie type RD	150 €/ml
Réseau de refoulement (Fonte Ø100, Fe=1,5 m) sous voirie communale	120 €/ml
Réseau de refoulement (Fonte Ø100, Fe=1,5 m) sous terrain naturel	90 €/ml
Réseau en fonçage sous ruisseau	1 000 €/ml
Plus value pour traversée de ruisseau	50 €/ml
Poste de refoulement	50 000 €
Assainissement semi-collectif	650 €/EH
Branchement d'une habitation au collecteur d'assainissement (secteur public)	1 400 €
Branchement d'une habitation au collecteur d'assainissement (secteur privé)	120 €/ml

Les coûts d'exploitation et d'entretien sont estimés ci-dessous :

Ouvrages	Coût d'exploitation par an
Réseau	2%
Poste de refoulement	4 000 €
Assainissement semi-collectif	60 €/EH

Pour le réseau collectif, le prix de la redevance assainissement et de l'abonnement a été comptabilisé sur la base suivante :

Abonnement assainissement (€ HT/an)	81,88 €
Redevance assainissement (€ HT/m³)	1,17 €

Nous avons pris pour l'analyse les hypothèses suivantes :

- 2,0 habitants par logement (INSEE)
- 110 L/j/habitant de rejet d'eaux usées strictes.

4.2.2 Base économique de l'assainissement non collectif

Les coûts moyens pour la mise en place des systèmes d'assainissement autonome sont donnés dans le tableau suivant, pour la réhabilitation des différentes filières communément préconisées et pour une habitation de type T5 (3 chambres).

Filières	Prix unitaires (en € HT)
Epandage par tranchées d'infiltration	6 000 €
Tranchées surélevées	6 500 €
Filtre à sable vertical drainé	7 500 €
Tertre d'infiltration	8 500 €
Filière compacte	9 000 €

Ces tarifs sont représentatifs d'un dispositif classique, sans contraintes importantes. Une majoration de 20 % devra être appliquée dans le cas de contraintes importantes.

Les coûts d'exploitation des filières sont essentiellement dus au contrôle du fonctionnement des ouvrages et à leur nettoyage 3 à 4 fois par an (regards, bac dégraisseur...) ainsi qu'à la vidange de la fosse toutes eaux tous les 3 à 4 ans.

Le coût moyen d'exploitation retenu est environ de 185 € / an. Il se compose de :

- Un contrôle de fonctionnement pour 84,4 € HT (prix 2014, SPANC)
- Une vidange de la fosse toutes eaux pour environ 100 € HT.

4.2.3 Scénarii d'évolution

Ce paragraphe vise à proposer différents scénarii d'organisation de l'assainissement pour les installations d'assainissement non collectif polluantes situées en zone sensible mais également pour des secteurs en assainissement non collectif dont la proximité au réseau collectif ou la densification de l'habitat s'avère être un atout pour étudier une autre organisation de l'assainissement.

Sont définies comme zones sensibles, les périmètres de protection des captages d'eau et les bandes de 100 mètres autour des cours d'eau ou retenue d'eau.

Des contrôles d'installations ont été réalisés par le SPANC, déterminant ainsi l'état des installations d'assainissement non collectif. Cependant toutes les installations non pas pu faire l'objet de contrôle.

Pour chaque secteur ayant fait l'objet d'une étude technico-économique, des données SPANC étaient disponibles pour une partie du secteur ; ainsi lors du calcul des investissements en assainissement non collectif, le ratio suivant a été appliqué pour déterminer le nombre d'installations nécessitant une réhabilitation. Il est spécifique à chaque secteur :

$$Nbre_Install_à_rehabiler = \frac{Nbre_Install_non_conformes}{Nbre_Install_contrôlées} * Nbre_Total_Install$$

Exemple :

Cas d'un secteur comportant 10 installations ANC, dont 5 ont été inspectées parmi lesquelles 2 étaient non-conformes. On se base alors sur un nombre d'installations à réhabiliter de 4 :

$$Nbre_Install_à_rehabiler = \frac{2(Non_conformes)}{5(Install_contrôlées)} * 10(Total_Install)$$

4.2.4 Critère de sélection de l'assainissement

La préconisation du type d'assainissement, collectif ou autonome, est basée sur plusieurs critères :

- le développement de l'urbanisation : la desserte par un réseau collectif est particulièrement étudiée dans le cas d'une zone urbanisable située à proximité d'un secteur déjà desservi par le réseau collectif,
- la densité de l'habitat et la taille des parcelles : lorsque l'habitat est dispersé et/ou qu'il n'y a pas lieu de relier une zone au réseau collectif, l'assainissement autonome est privilégié,
- la protection du milieu récepteur : les performances des filières d'assainissement sont relativement identiques ; les filières autonomes offrent cependant l'avantage de ne pas concentrer le rejet en un seul point, sous réserve d'un entretien régulier et volontaire du propriétaire,
- les contraintes économiques, bien que les coûts calculés ci-après soient indépendants du payeur (commune ou particulier), l'assainissement collectif et l'assainissement autonome n'ont pas la même répercussion sur le budget de la ville

54

4.3 Analyse comparative

Pour chaque secteur, une étude technico-économique s'impose pour déterminer la solution d'assainissement optimale.

4.3.1 Secteur 1 : La Ville Pierre – Le Pré Mancel

Le secteur de La Ville Pierre et du Pré Mancel étudié a les caractéristiques suivantes :

- Nombre d'abonnés : 10
- Zonage PLU : A
- Ancien Zonage : ANC
- Nombre de contrôles ANC : 7
- Nombre de conformités : 2

Étant donné la proximité entre le réseau d'assainissement collectif et ce secteur, nous détaillons par conséquent une solution de raccordement à l'assainissement collectif.

Les tableaux suivants présentent les estimations d'investissements nécessaires dans le cas d'un raccordement au réseau collectif ou de maintien de l'ANC, suivant deux scénarios :

- 1a : Raccordement de La Ville Pierre
- 1b : Raccordement de La Ville Pierre et du Pré Mancel

III - BILAN

Secteur 1 : La Ville Pierre - Le Pré Mancel

	Investissements (k€ HT)	Fonctionnement (k€ HT/an)
ASSAINISSEMENT COLLECTIF		
à la charge du particulier	36	2.2
à la charge de la collectivité	111.1	2.2
Total	147.1	4.4
Coût total par habitation raccordée	14.7	

	Investissements (k€ HT)	Fonctionnement (k€ HT/an)
ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF		
à la charge du particulier	69	1.8
à la charge de la collectivité	0	0
Total	69	1.8
Coût total par habitation raccordée	6.9	

Schéma de principe d'un raccordement du secteur :

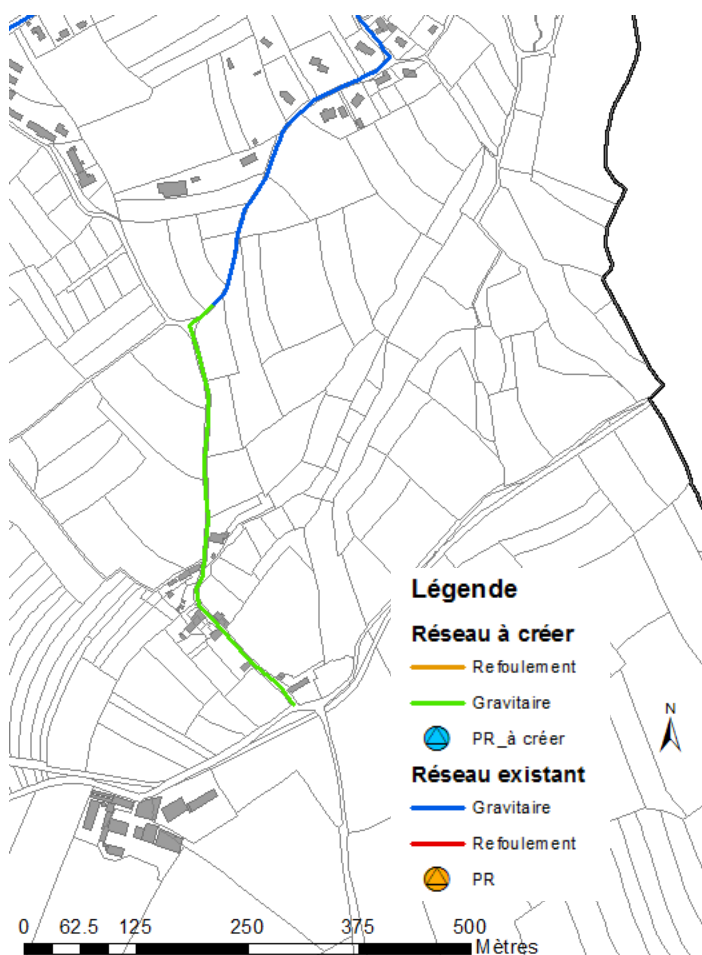


Tableau 8 : Chiffrage du scénario 1a

III - BILAN

Secteur 1 : La Ville Pierre - Le Pré Mancel

ASSAINISSEMENT COLLECTIF	Investissements (k€ HT)	Fonctionnement (k€ HT/an)
à la charge du particulier	43	2.7
à la charge de la collectivité	158.4	3.2
Total	201.4	5.9
Coût total par habitation raccordée		16.8

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	Investissements (k€ HT)	Fonctionnement (k€ HT/an)
à la charge du particulier	85	2.2
à la charge de la collectivité	0	0
Total	85	2.2
Coût total par habitation raccordée		7.1

Schéma de principe d'un raccordement du secteur :

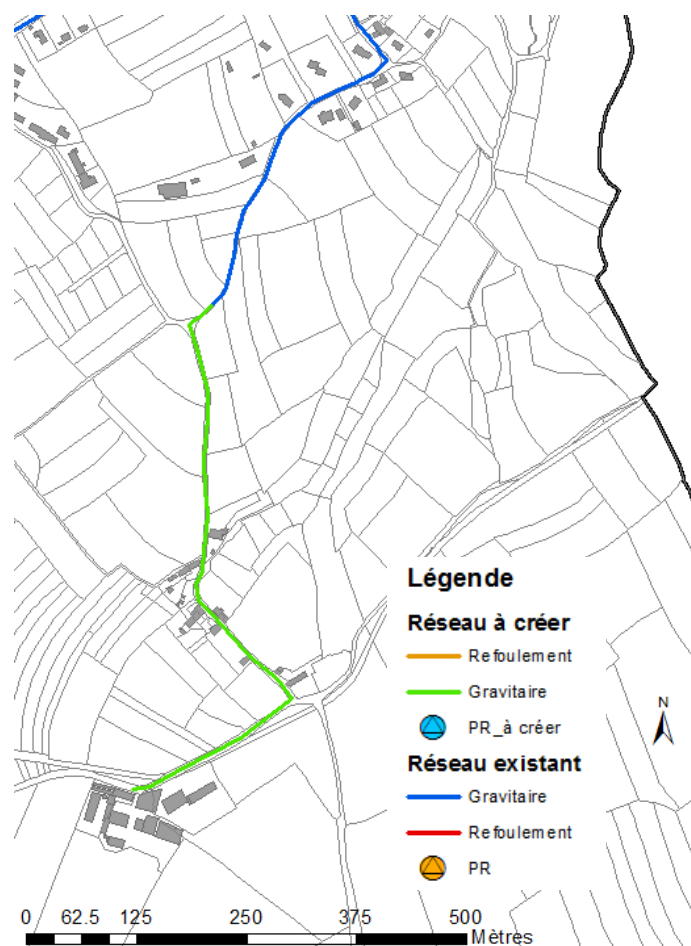


Tableau 9 : Chiffrage du scénario 1b

Au vu de l'état du parc d'assainissement non collectif sur le secteur et du coût du raccordement au réseau, nous proposons la conservation de ce secteur en zone d'assainissement non collectif.

4.3.2 Secteur 2 : La Heuriade

Le secteur de La Heuriade étudié a les caractéristiques suivantes :

- Nombre d'abonnés : 6
- Zonage PLU : A
- Ancien Zonage : ANC
- Nombre de contrôles ANC : 4
- Nombre de conformités : 1

Étant donné la proximité entre le réseau d'assainissement collectif et ce secteur, nous détaillons par conséquent une solution de raccordement à l'assainissement collectif.

Les tableaux suivants présentent les estimations d'investissements nécessaires dans le cas d'un raccordement au réseau collectif ou de maintien de l'ANC.

III - BILAN

Secteur 2 : La Heuriade

	Investissements (k€ HT)	Fonctionnement (k€ HT/an)
ASSAINISSEMENT COLLECTIF		
à la charge du particulier	22	1.3
à la charge de la collectivité	133.3	6.7
Total	155.3	8.0
Coût total par habitation raccordée	25.9	

	Investissements (k€ HT)	Fonctionnement (k€ HT/an)
ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF		
à la charge du particulier	28.5	1.1
à la charge de la collectivité	0	0
Total	28.5	1.1
Coût total par habitation raccordée	4.8	

Schéma de principe d'un raccordement du secteur :

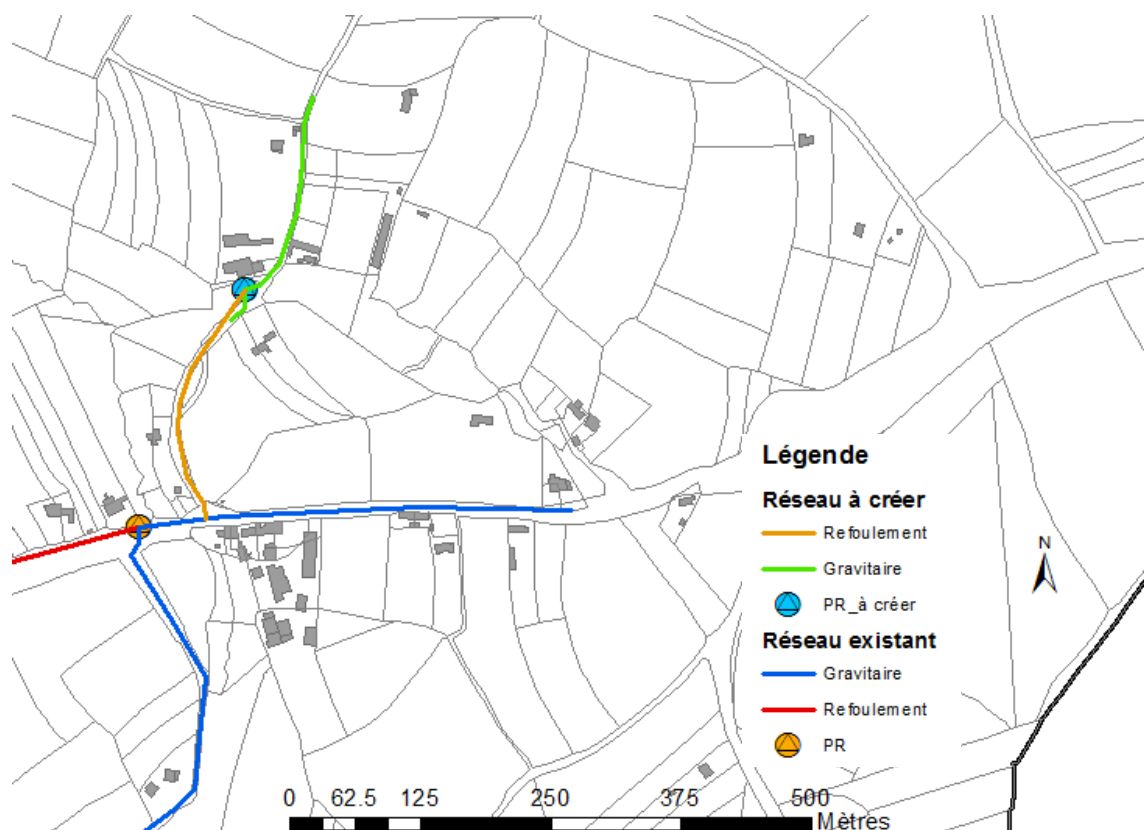


Tableau 10 : Chiffrage du scénario 2

Au vu de l'état du parc d'assainissement non collectif sur le secteur et du coût du raccordement au réseau, nous proposons la conservation de ce secteur en zone d'assainissement non collectif.



4.3.3 Secteur 3 : La Croix des Landes

Le secteur de La Croix des Landes étudié a les caractéristiques suivantes :

- Nombre d'abonnés : 5
- Zonage PLU : A
- Ancien Zonage : ANC
- Nombre de contrôles ANC : 5
- Nombre de conformités : 0

Étant donné la proximité entre le réseau d'assainissement collectif et ce secteur, nous détaillons par conséquent une solution de raccordement à l'assainissement collectif.

Les tableaux suivants présentent les estimations d'investissements nécessaires dans le cas d'un raccordement au réseau collectif ou de maintien de l'ANC, suivant deux scénarios :

- 3a : Raccordement au réseau de Pléneuf-Val-André
- 3b : Raccordement au probable réseau de Saint-Alban

III - BILAN

Secteur 3 : La Croix des Landes

ASSAINISSEMENT COLLECTIF	Investissements (k€ HT)	Fonctionnement (k€ HT/an)
à la charge du particulier	18	1.1
à la charge de la collectivité	284	9.7
Total	302	10.8
Coût total par habitation raccordée		60.4

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	Investissements (k€ HT)	Fonctionnement (k€ HT/an)
à la charge du particulier	47.5	0.9
à la charge de la collectivité	0	0
Total	47.5	0.9
Coût total par habitation raccordée		9.5

Schéma de principe d'un raccordement du secteur :

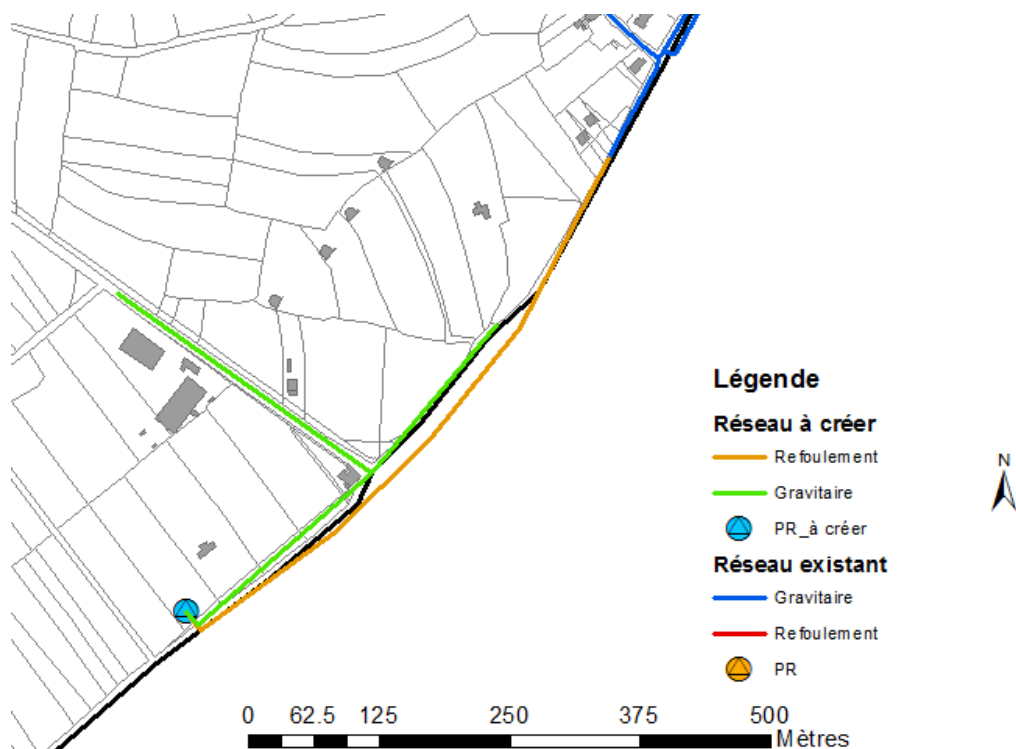


Tableau 11 : Chiffrage du scénario 3a

III - BILAN

Secteur 3 : La Croix des Landes

ASSAINISSEMENT COLLECTIF	Investissements (k€ HT)	Fonctionnement (k€ HT/an)
à la charge du particulier	18	1.1
à la charge de la collectivité	158.4	3.2
Total	176.4	4.3
Coût total par habitation raccordée		35.3

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	Investissements (k€ HT)	Fonctionnement (k€ HT/an)
à la charge du particulier	47.5	0.9
à la charge de la collectivité	0	0
Total	47.5	0.9
Coût total par habitation raccordée		9.5

Schéma de principe d'un raccordement du secteur :

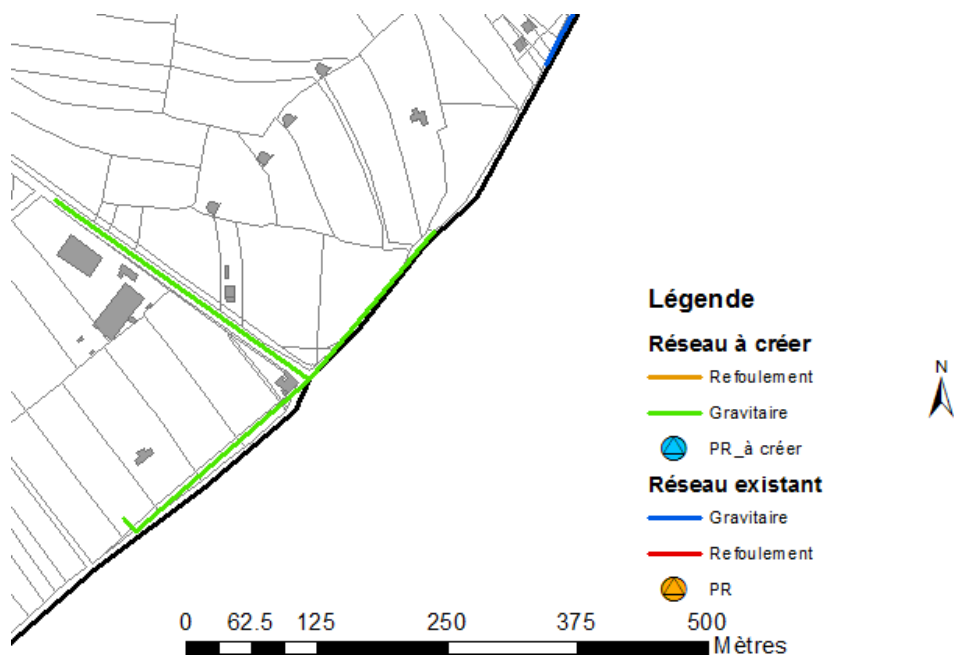


Tableau 12 : Chiffrage du scénario 3b

Au vu du coût du raccordement au réseau, nous proposons la conservation de ce secteur en zone d'assainissement non collectif.

4.3.4 Secteur 4 : La Ville Nihon – Le Chesnay

Le secteur de La Ville Nihon et Le Chesnay étudié a les caractéristiques suivantes :

- Nombre d'abonnés : 11
- Zonage PLU : A
- Ancien Zonage : ANC
- Nombre de contrôles ANC : 6
- Nombre de conformités : 0

Étant donné la proximité entre le réseau d'assainissement collectif et ce secteur, nous détaillons par conséquent une solution de raccordement à l'assainissement collectif.

Les tableaux suivants présentent les estimations d'investissements nécessaires dans le cas d'un raccordement au réseau collectif ou de maintien de l'ANC.

III - BILAN

Secteur 4 : La Ville Nihon - Le Chesnay

ASSAINISSEMENT COLLECTIF	Investissements (k€ HT)	Fonctionnement (k€ HT/an)
à la charge du particulier	40	2.4
à la charge de la collectivité	244.2	4.9
Total	284.2	7.3
Coût total par habitation raccordée		25.8

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	Investissements (k€ HT)	Fonctionnement (k€ HT/an)
à la charge du particulier	99	2.0
à la charge de la collectivité	0	0
Total	99	2
Coût total par habitation raccordée		9.0

Schéma de principe d'un raccordement du secteur :

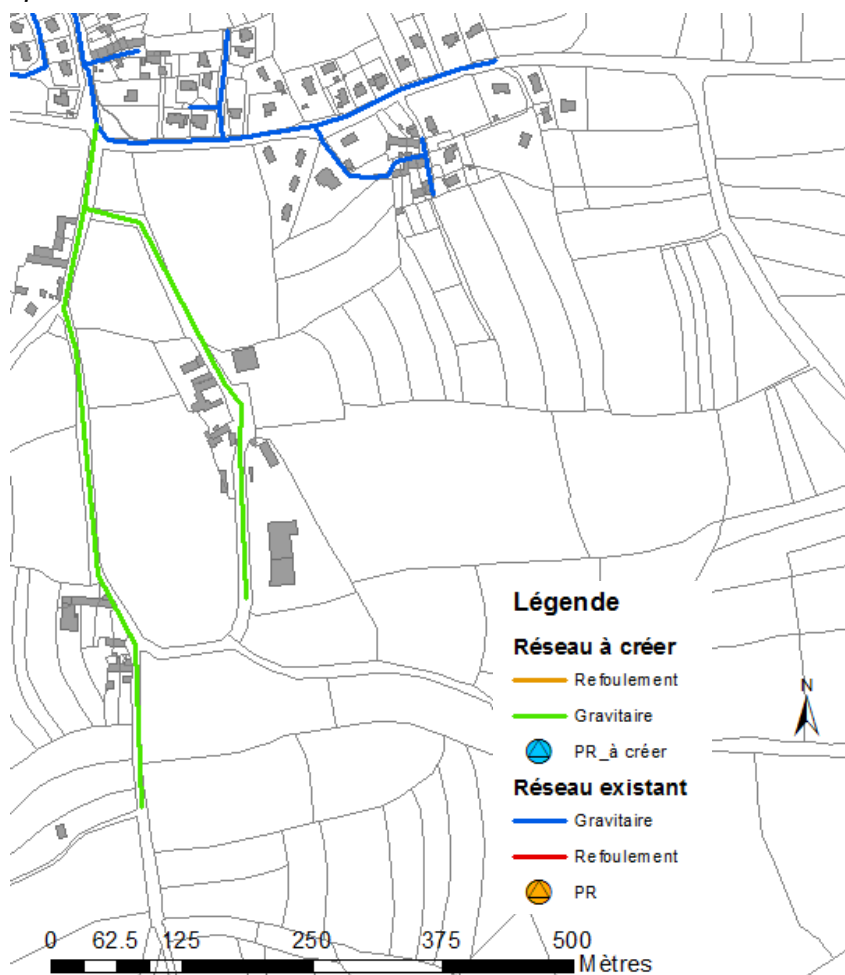


Tableau 13 : Chiffrage du scénario 4

Au vu du coût du raccordement au réseau, nous proposons la conservation de ce secteur en zone d'assainissement non collectif.



4.3.5 Secteur 5 : Le Chêne Vert – La Caderie – Le Vau Madeuc – Le Vau Belay

Le secteur de Le Chêne Vert – La Caderie – Le Vau Madeuc – Le Vau Belay étudié a les caractéristiques suivantes :

- Nombre d'abonnés : 32
- Zonage PLU : UH
- Ancien Zonage : AC
- Nombre de contrôles ANC : 23
- Nombre de conformités : 10

Étant donné la proximité entre le réseau d'assainissement collectif et ce secteur, nous détaillons par conséquent une solution de raccordement à l'assainissement collectif.

Les tableaux suivants présentent les estimations d'investissements nécessaires dans le cas d'un raccordement au réseau collectif ou de maintien de l'ANC, suivant deux scénarios :

- 5a : Raccordement des hameaux : Le Chêne vert, La Caderie, Le Vau Madeuc
- 5b : Raccordement de tous les hameaux

III - BILAN

Secteur 5 : Le Chêne Vert - La Caderie - Le Vau Madeuc - Le Vau Belay

	Investissements (k€ HT)	Fonctionnement (k€ HT/an)
ASSAINISSEMENT COLLECTIF		
à la charge du particulier	94	5.8
à la charge de la collectivité	333.3	6.7
Total	427.3	12.5
Coût total par habitation raccordée	16.4	

	Investissements (k€ HT)	Fonctionnement (k€ HT/an)
ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF		
à la charge du particulier	147.5	4.8
à la charge de la collectivité	0	0
Total	147.5	4.8
Coût total par habitation raccordée	5.7	

Schéma de principe d'un raccordement du secteur :

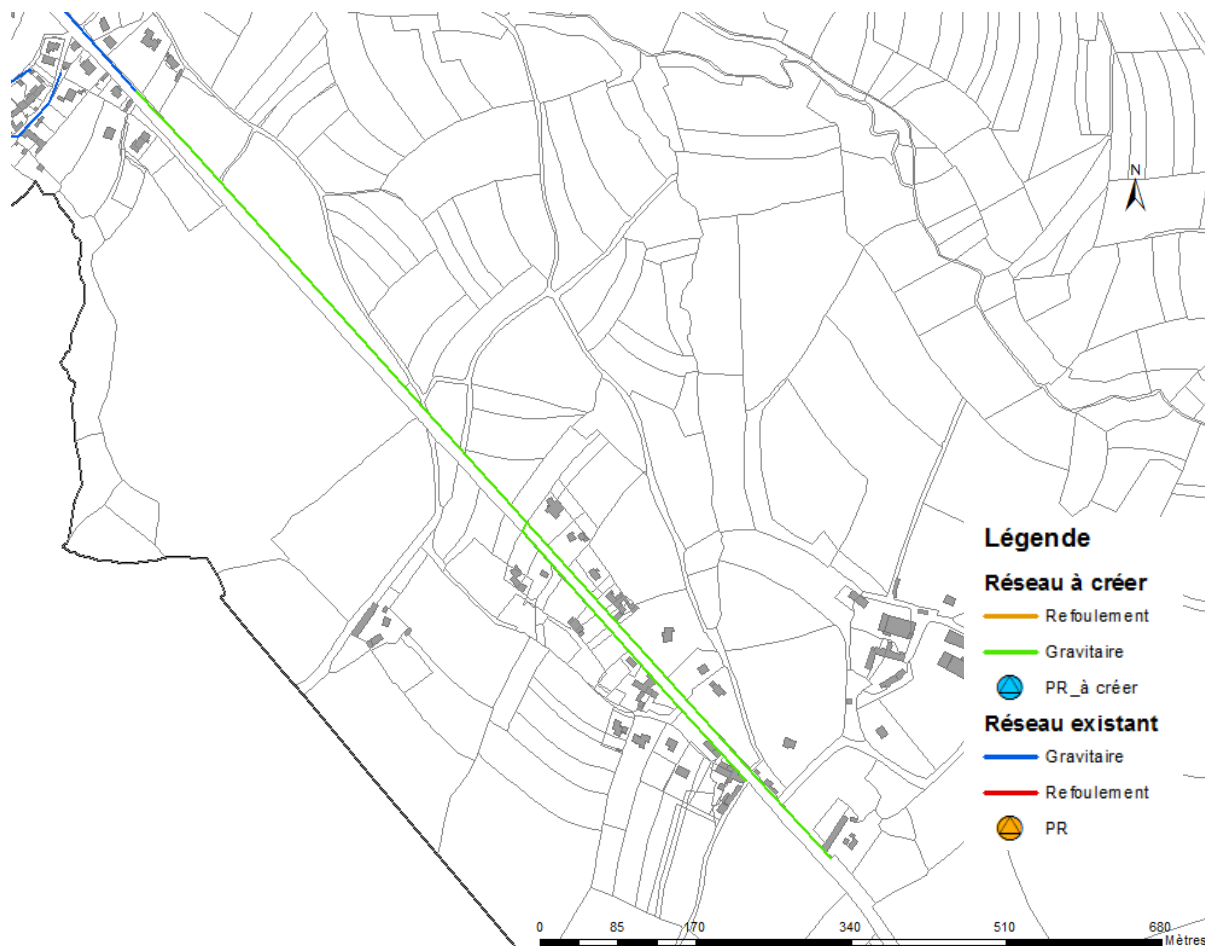


Tableau 14 : Chiffrage du scénario 5a

III - BILAN

Secteur 5 : Le Chêne Vert - La Caderie - Le Vau Madeuc - Le Vau Belay

ASSAINISSEMENT COLLECTIF	Investissements (k€ HT)	Fonctionnement (k€ HT/an)
à la charge du particulier	115	7.1
à la charge de la collectivité	467.6	13.4
Total	582.6	20.5
Coût total par habitation raccordée		18.2

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	Investissements (k€ HT)	Fonctionnement (k€ HT/an)
à la charge du particulier	190	5.9
à la charge de la collectivité	0	0
Total	190	5.9
Coût total par habitation raccordée		5.9

Schéma de principe d'un raccordement du secteur :

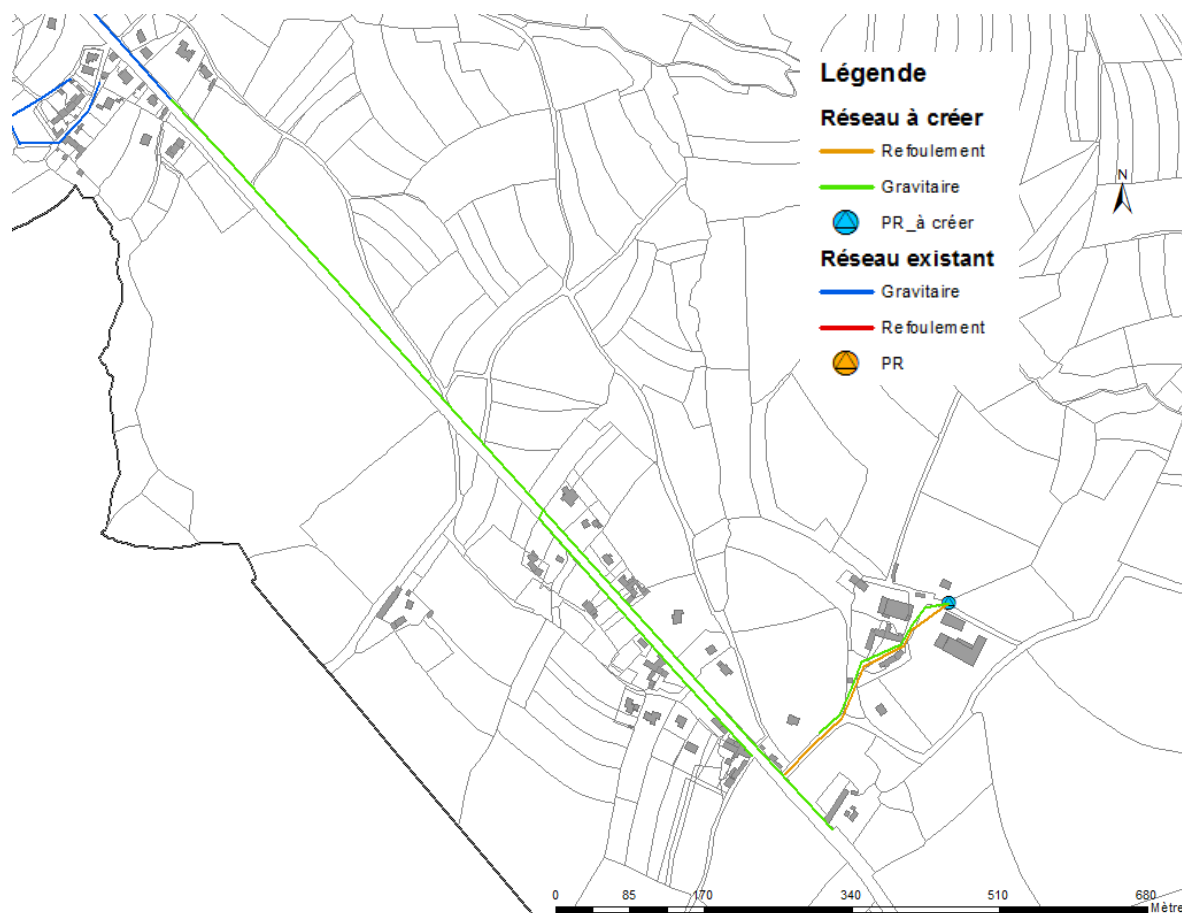


Tableau 15 : Chiffrage du scénario 5b

Au vu de l'état du parc ANC du secteur (53% de non-conformité), de l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif et le coût du raccordement au réseau, nous proposons la modification de ce secteur en zone d'assainissement non collectif.

a. Chiffrage du raccordement – Scénario 5a

Le raccordement total nécessite la pose de réseau gravitaire.

Le tableau et la carte ci-après présentent les estimations d'investissements nécessaires pour la ville et pour les particuliers.

- 1ère partie : pose de réseau séparatif :

	à la charge de la collectivité		
	quantité	coût unitaire	coût opération
		(€ HT)	(k€ HT)
INVESTISSEMENTS			249.7
Collecteur EU sous voirie communale	1 515	220	333.3
FONCTIONNEMENT			6.7
Réseau (forfait 2 %)			5.0

- 2nde partie : branchement des particuliers :

	à la charge de la collectivité			à la charge du particulier			
	quantité	coût unitaire	coût opération	quantité	coût unitaire	coût opération	Total (k€ HT)
		(€ HT)	(k€ HT)		(€ HT)	(k€ HT)	
INVESTISSEMENTS							136
raccordement	26	1400	36.4	26	3600	93.6	130.0
abonnement & redevance (/an)*				26	222.3	5.8	5.8

- Synthèse des coûts

Les coûts d'investissement et de fonctionnement à la charge du particulier ou de la collectivité sont résumés dans le tableau ci-après.

	Investissements (k€ HT)	Fonctionnement (k€ HT/an)
ASSAINISSEMENT COLLECTIF		
à la charge du particulier	94	5.8
à la charge de la collectivité	333.3	6.7
Total	427.3	12.5
Coût total par habitation raccordée		16.4
	Investissements (k€ HT)	Fonctionnement (k€ HT/an)
ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF		
à la charge du particulier	147.5	4.8
à la charge de la collectivité	0	0
Total	147.5	4.8
Coût total par habitation raccordée		5.7

Figure 29 : Coûts d'investissement et de fonctionnement de la mise en collectif

5 Proposition de zonage et cartographie

Ainsi nous retiendrons les choix d'assainissement suivants pour les secteurs où le choix d'une mise en collectif s'est posé :

Tableau 16 : Révision du zonage pour les secteurs classés en non-collectif

N°	Nom	Proposition de classement pour la révision du zonage
1	La Ville Pierre – Le Pré Mancel	ANC
2	La Heuriade	ANC
3	La Croix des Landes	ANC
4	La Ville Nihon – Le Chesnay	ANC
5	Le Chêne Vert – La Caderie – Le Vau Madeuc – Le Vau Belay	ANC

69

La cartographie présentée page suivante, présente le nouveau zonage d'assainissement, incluant ces modifications.

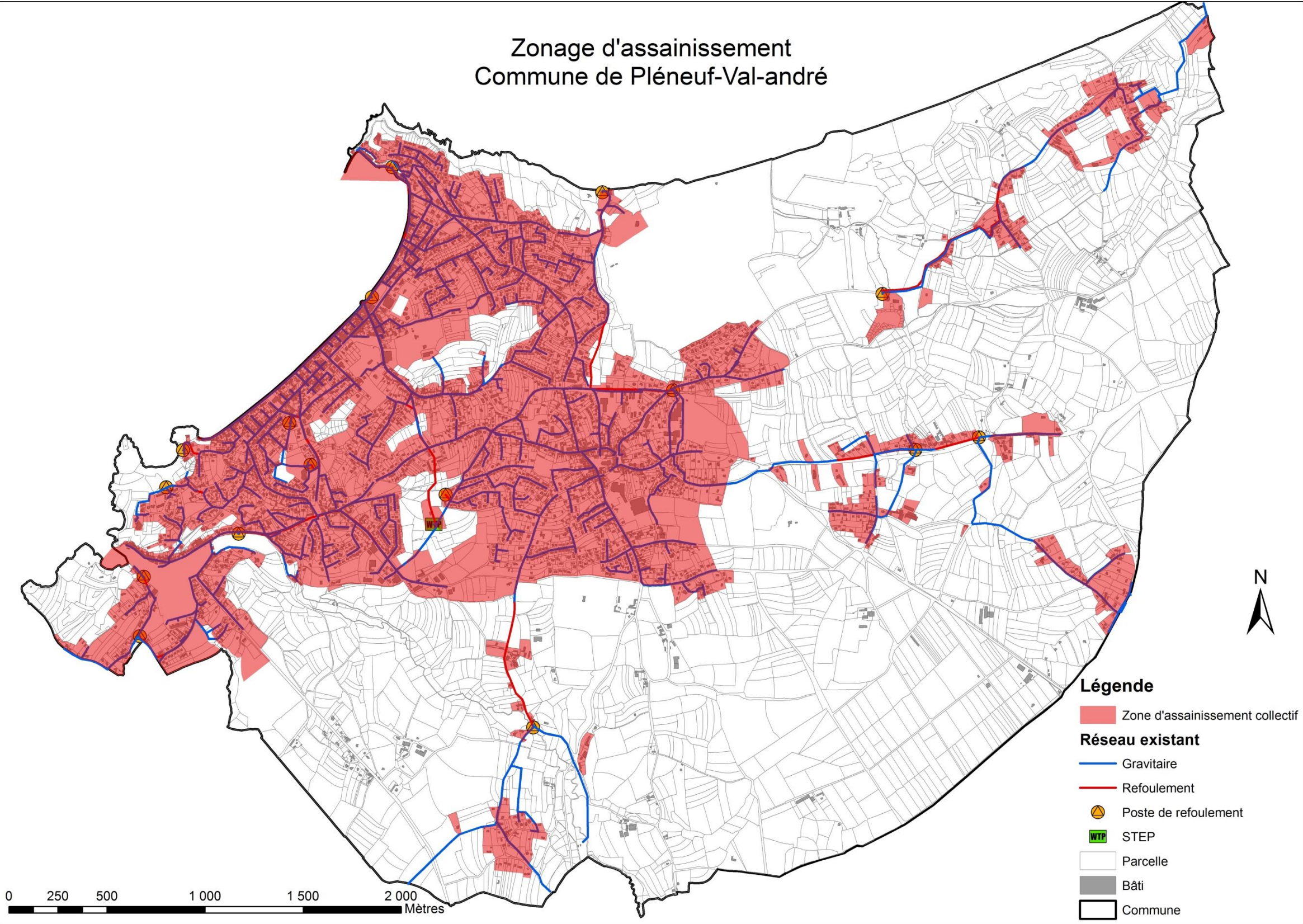


Figure 30 : Zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Pléneuf-Val-André

6 Impact du zonage sur le système d'assainissement

A terme, l'urbanisation de la commune de Pléneuf-Val-André entrainera l'évolution de charge suivante sur la station d'épuration :

- Hors saison : + 1 100 EH,
- En saison : + 3 680 EH.

Compte tenu du fonctionnement actuel de la station, le système est suffisamment dimensionné pour traiter la charge future.

7 Incidences du zonage

7.1 Incidence sur le prix de l'eau

7.1.1 Mode de calcul du prix de l'assainissement

Le prix de l'eau 2014 se décompose pour un abonné domestique comme suit :

Tableau 17 : Décomposition du prix de l'eau

Abonnement annuel (2014)	Assainissement	81,88 € HT
Consommation d'eau (2014)	/m ³	1,17 € HT/m ³
Redevances	Pollution d'origine domestique	0,19 € HT/m ³

Pour une consommation actuelle de 120 m³ :

- Prix de l'assainissement = 245,08 € HT
- Soit 294,1 € TTC

7.1.2 Evolution du prix de l'assainissement

Le zonage d'assainissement des eaux usées de la ville de Pléneuf-Val-André propose de raccorder 1 210 habitants au réseau d'assainissement collectif à l'horizon 2030.

	2014	2015
Abonnement annuel à l'assainissement	71,20 € HT	81,88 € HT
Consommation d'eau	1,148 € HT/m ³	1,17 € HT/m ³
Redevances – Pollution d'origine domestique	0,19 € HT/m ³	0,19 € HT/m ³
Coût pour une consommation annuelle de 120 m ³	278,11 € TTC	294,10 € TTC

Tableau 18 : Evolution du prix de l'eau

Dans ce contexte l'impact du zonage d'assainissement sur le prix de l'eau pour les abonnés sera limité à l'inflation.

7.2 Organisation du service

72

La ville de Pléneuf-Val-André a confié la gestion de ses services d'assainissement à la Communauté de Communes Côte de Penthievre.

Pour l'assainissement non collectif, le SPANC de la Communauté de communes Côte de Penthievre (Service Public d'Assainissement Non Collectif) assure :

- Le contrôle de conception et de réalisation des nouvelles installations.
- L'état des lieux du dispositif d'assainissement non collectif.
- Le contrôle de fonctionnement de l'ensemble des installations individuelles

Le zonage proposé n'est pas de nature à remettre en cause cette organisation.

Indépendamment de la mise à jour du zonage, le SPANC doit évoluer pour s'adapter aux prescriptions de l'arrêté du 7 septembre 2009, qui définit précisément l'objet et les modalités du contrôle des installations d'ANC. Le SPANC devra en effet vérifier que ces dernières ne portent pas atteinte à la salubrité publique, à la sécurité des personnes ni à la qualité des eaux superficielles ou souterraines.

Comme pour le prix de l'eau, les coûts de prestation de service évolueront dans la limite de l'inflation. La fréquence des contrôles des installations d'ANC pourrait être amenée à diminuer puisque la réglementation fixe désormais leur périodicité à 8 ans au maximum.



Acteur majeur dans les domaines de l'eau, l'air, les déchets et plus récemment l'énergie, IRH Ingénieur Conseil, société du Groupe IRH Environnement, développe depuis plus de 60 ans son savoir-faire en étude, ingénierie et maîtrise d'œuvre environnementale.

Plus de 300 spécialistes, chimistes, hydrogéologues, hydrauliciens, automaticiens, agronomes, biologistes, génie-civilistes, répartis sur 18 sites en France, sont à la disposition de nos clients industriels et acteurs publics.

L'indépendance et l'engagement qualité d'IRH Ingénieur Conseil vous garantissent une impartialité et une fiabilité totale :



IRH Ingénieur Conseil est également agréé par le Ministère de l'Ecologie pour effectuer des prélèvements et analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère, et par le Ministère du Travail pour procéder au contrôle de l'aération et de l'assainissement des locaux de travail.

IRH Ingénieur Conseil

14-30 rue Alexandre Bât. C
92635 Gennevilliers Cedex
Tél. : +33 (0)1 46 88 99 00
Fax : +33 (0)1 46 88 99 11
www.groupeirhenvironnement.com

